



PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

2007-2012

PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

Claude Huot, consultant

Jean-Paul Plante, consultant

19 février 2007

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION	1
2	POSITIONNEMENT DE LA RÉGION	2
2.1	UN POSITIONNEMENT GÉOGRAPHIQUE STRATÉGIQUE	2
2.2	UNE RÉGION FORTEMENT URBANISÉE	2
2.3	UNE APPARTENANCE À LA MONTÉRÉGIE ET À LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL	2
2.4	UNE RÉGION À FAIBLE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE	3
2.5	UNE POPULATION VIEILLISSANTE	4
2.6	UNE MAIN-D'ŒUVRE HAUTEMENT QUALIFIÉE ET À REVENUS ÉLEVÉS	4
2.7	DES PÉNURIES DE COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES	4
2.8	UN PROBLÈME DE RELÈVE ENTREPRENEURIALE	5
2.9	UNE ÉCONOMIE DIVERSIFIÉE AXÉE SUR LES SERVICES	5
2.10	LA PRÉSENCE DE CRÉNEAUX DE SPÉCIALISATION DYNAMIQUES	5
2.11	LA PRÉSENCE D'UN PÔLE D'ENSEIGNEMENT MAJEUR	5
2.12	LA PRÉSENCE DE CENTRES DE RECHERCHE D'ENVERGURE	6
2.13	UN RETARD TECHNOLOGIQUE DES ENTREPRISES	6
2.14	UNE DISPONIBILITÉ RESTREINTE D'ESPACES INDUSTRIELS	6
2.15	L'EXISTENCE D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DIVERSIFIÉES	6
2.16	LA PRÉSENCE DE PLUSIEURS ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE ET COMMUNAUTAIRE	7
2.17	UNE RÉGION POSSÉDANT UNE QUALITÉ DE VIE APPRÉCIABLE	8
2.18	L'EXISTENCE DE PLUSIEURS ATTRAITS NATURELS	8
3	PROFIL DÉMOGRAPHIQUE	9
3.1	POPULATION	9
3.2	ÉVOLUTION DE LA POPULATION	9
3.3	TENDANCES MIGRATOIRES	12
3.4	PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES	14
4	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES	15
4.1	LA POPULATION SELON LE SEXE	15
4.2	STRUCTURE D'ÂGE DE LA POPULATION	15
4.3	LES TAUX DE SCOLARISATION	17
4.4	LES MÉNAGES	18
4.5	LE MODE D'OCCUPATION DES LOGEMENTS	18
4.6	LES FAMILLES	19
5	PROFIL DU MARCHÉ DU TRAVAIL	20
5.1	SOMMAIRE DES CONDITIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL	20
5.2	MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE	23
5.3	CROISSANCE DE L'EMPLOI	24
5.4	LE MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LES GROUPES D'ÂGES	25
5.5	NOMBRE DE PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI ET DE L'ASSISTANCE-EMPLOI	25
5.6	POSTES VACANTS ET INTENTIONS D'EMBAUCHE	26

6	PROFIL DES REVENUS	28
6.1	REVENU PERSONNEL PAR HABITANT	28
6.2	REVENUS D'EMPLOI	29
6.3	INDICE DE DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE	30
6.4	FAMILLES À FAIBLE REVENU	31
7	PROFIL DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	32
7.1	STRUCTURE D'ACTIVITÉ	32
7.2	SECTEUR PRIMAIRE	33
7.3	SECTEUR DE LA FABRICATION	34
7.3.1	<i>La structure des activités de fabrication.....</i>	<i>34</i>
7.3.2	<i>Les principales entreprises manufacturières.....</i>	<i>36</i>
7.3.3	<i>Répartition géographique des entreprises et des emplois manufacturiers.....</i>	<i>37</i>
7.3.4	<i>Les entreprises innovantes.....</i>	<i>37</i>
7.3.5	<i>Les entreprises exportatrices.....</i>	<i>40</i>
7.4	SECTEUR TERTIAIRE.....	40
8	PROFIL ENTREPRENEURIAL	42
8.1	LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE	42
8.2	LA FAIBLESSE DE L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES JEUNES	42
8.3	L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES FEMMES	43
9	PROFIL DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR.....	44
10	PROFIL DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE	46
10.1	PROFIL DU SECTEUR.....	46
10.2	POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT ET PRINCIPAUX ENJEUX	47
11	LES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES ET DE TRANSPORT	49
11.1	UNE DISPONIBILITÉ RESTREINTE D'ESPACES INDUSTRIELS	49
11.2	LES TRANSPORTS INTER-RIVES, LA DESSERTE INTERNE DE L'AGGLOMÉRATION ET L'ADAPTATION DU RÉSEAU ROUTIER SUPÉRIEUR	50
12	PRINCIPALES OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT	51
12.1	L'INDUSTRIE BIO-ALIMENTAIRE	51
12.1.1	<i>Le secteur primaire.....</i>	<i>51</i>
12.1.2	<i>Le secteur de la transformation.....</i>	<i>52</i>
12.1.3	<i>Les priorités des intervenants.....</i>	<i>52</i>
12.1.4	<i>Les projets.....</i>	<i>53</i>
12.2	LES CRÉNEAUX TECHNOLOGIQUES	54
12.2.1	<i>L'industrie aérospatiale.....</i>	<i>54</i>
12.2.2	<i>L'industrie du matériel de transport terrestre.....</i>	<i>54</i>
12.2.3	<i>Les technologies de transformation des nouveaux matériaux.....</i>	<i>54</i>
12.2.4	<i>L'industrie des technologies de l'information.....</i>	<i>55</i>
12.2.5	<i>Les nanotechnologies.....</i>	<i>55</i>
12.3	L'INDUSTRIE DE LA LOGISTIQUE ET DE LA DISTRIBUTION	55
12.4	L'INDUSTRIE TOURISTIQUE	56
ANNEXE : DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE		58

LISTE DES TABLEAUX

POPULATION DES VILLES DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL AU 1 ^{ER} JUILLET 1996 ET 2005 ...	9
POPULATION, CRÉ DE LA MONTÉRÉGIE ET ENSEMBLE DU QUÉBEC, 1996 ET 2005	10
PRINCIPALES RÉGIONS D'ÉTABLISSEMENT DES NOUVEAUX IMMIGRANTS DE LA PÉRIODE	
1996-2001	12
POPULATION IMMIGRANTE SELON CERTAINS LIEUX DE NAISSANCE EN 2001, EN %	12
SOLDE DES MIGRATIONS INTERRÉGIONALES DES CRÉ DE LA MONTÉRÉGIE, 2000-2005	13
MIGRATIONS PAR MRC ¹ , DANS LA RMR DE MONTRÉAL, 1994-2004	13
PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES 2026	14
POPULATION DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL ET DES MRC DE LA MONTÉRÉGIE SELON	
LE SEXE EN 2005	15
ÉVOLUTION DE LA POPULATION SELON LES GROUPES D'ÂGE ENTRE 1996 ET 2005	16
PART DE LA POPULATION DE 20 À 64 ANS SELON LE SEXE ET LE DIPLÔME OBTENU EN 2001	17
TAUX DE DÉCROCHAGE (SORTIE SANS DIPLÔME DES JEUNES EN FORMATION GÉNÉRALE) EN	
MONTÉRÉGIE EN 2003	17
NOMBRE DE MÉNAGES SELON LA TAILLE DANS L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL EN 2001	18
MODE D'OCCUPATION DES LOGEMENTS PRIVÉS OCCUPÉS EN 2001	18
LIEU DE TRAVAIL DES RÉSIDANTS DES MRC DE LA MONTÉRÉGIE, 2001	23
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL ET DES MRC DE LA	
COURONNE-SUD DE MONTRÉAL, 1991-2001	24
EMPLOIS ET TAUX DE CHÔMAGE SELON L'ÂGE, 1996 ET 2001	25
PRINCIPALES COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL PAR HABITANT, AGGLOMÉRATION DE	
LONGUEUIL, 2005 ¹	29
REVENU D'EMPLOI MOYEN DES TRAVAILLEURS, SELON LE SEXE, CRÉ DE LONGUEUIL ET	
CERTAINES MRC DE LA MONTÉRÉGIE, 2003	29
TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX (\$ PAR 100 \$ DE REVENU D'EMPLOI) EN 2003	30
NOMBRE DE FAMILLES À FAIBLE REVENU SELON LE TYPE DE FAMILLES, LONGUEUIL, 1999 ET	
2003 ¹	31
EMPLOIS LOCALISÉS DANS LA MRC DE CHAMPLAIN SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ	
ÉCONOMIQUE EN 2001	32
RÉPARTITION DES ENTREPRISES ET DES EMPLOIS DANS LE SECTEUR DE LA FABRICATION DE	
L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL EN 2005	34
PRINCIPALES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL	
EN 2005	36
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ENTREPRISES ET DES EMPLOIS MANUFACTURIERS EN 2005	37
POURCENTAGE D'ENTREPRISES INNOVANTES DANS CERTAINS SECTEURS INDUSTRIELS, EN %	38
RÉPARTITION DES EMPLOIS LOCALISÉS DANS LA MRC DE CHAMPLAIN DANS LE SECTEUR DES	
SERVICES EN 2001	41
RÉPARTITION DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	47
PHASAGE DE DÉVELOPPEMENT DES TERRAINS INDUSTRIELS VACANTS	
(SUPERFICIE BRUTE EN M ²)	49

LISTE DES GRAPHIQUES

TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION DES MRC DE LA MONTÉRÉGIE ENTRE 1981 ET 2001 ...	10
ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES MRC DE LA RIVE-SUD DE MONTRÉAL	11
ENTRE 1981 ET 2001	11
RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'ÂGE EN 2005.....	16
TAUX DE CHÔMAGE DANS LES MRC DE LA MONTÉRÉGIE, 1996 ET 2001	21
TAUX D'EMPLOI DANS LES MRC DE LA MONTÉRÉGIE EN 2001	22
PERSONNES EN EMPLOI SELON LEUR LIEU DE RÉSIDENCE ET LEUR LIEU DE TRAVAIL EN 2001.....	24
REVENU PERSONNEL PAR HABITANT EN 2005	28
RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ EN 2001	33
POURCENTAGE D'ENTREPRISES EXPORTATRICES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ	40

1 INTRODUCTION

Nous présentons dans ce document le profil socio-économique de l'agglomération de Longueuil. Ce profil a servi de base pour le développement d'un diagnostic stratégique des forces et faiblesses ainsi que des opportunités et contraintes de l'agglomération de Longueuil et pour l'identification des principaux enjeux qui caractérisent son développement. Il a servi également de base de référence pour dégager les axes d'intervention du plan quinquennal de développement régional.

Ce document a été préparé à partir d'une revue de la documentation disponible, dont la liste est présentée à l'annexe 2, et de l'analyse des données statistiques les plus récentes. La préparation de ce profil a posé un certain nombre de difficultés étant donné l'absence, pour de nombreuses variables, de données statistiques qui n'ont pas encore été colligées ou compilées selon les nouveaux territoires des CRÉ de la Montérégie. Pour la même raison, il a été souvent difficile de faire le lien avec les travaux d'analyse et de planification antérieurs des divers organismes impliqués dans le développement du territoire de la CRÉ, notamment ceux du Conseil régional de développement de la Montérégie (CRDM). Dans plusieurs cas, nous avons donc été forcés de nous appuyer sur des données portant sur le territoire de l'ancienne MRC de Champlain qui exclut les villes de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville.

Afin de mieux cerner la problématique de développement de l'agglomération, nous avons cherché à la situer dans le contexte plus large de la région administrative de la Montérégie et de la région métropolitaine de Montréal. Cette approche nous apparaît essentielle pour comprendre le positionnement de la région dans son espace économique. Dans cette perspective, nous avons comparé, lorsque c'était possible, la situation et les tendances de l'agglomération à celles des MRC de la couronne-sud de Montréal et des CRÉ de la Montérégie ainsi que de Montréal et de Laval.

Nous attirons votre attention sur la section 2 qui présente les principaux éléments de diagnostic qui se dégagent de l'analyse de la situation et des tendances socio-économiques de l'agglomération de Longueuil. Ces points feront l'objet d'un examen plus attentif.

2 POSITIONNEMENT DE LA RÉGION

2.1 Un positionnement géographique stratégique

L'agglomération de Longueuil occupe une position géographique stratégique à proximité du centre-ville de Montréal (moins de 10 km) et au carrefour de nombreux axes routiers, maritimes, ferroviaires et aériens qui donnent accès, dans un rayon de 1 000 kilomètres, à une population de 130 millions d'habitants.

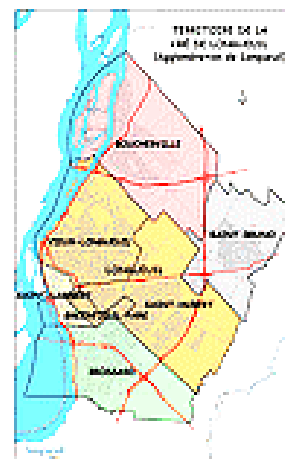
Sa localisation à proximité de Montréal a très nettement favorisé le développement de l'agglomération de Longueuil grâce à l'établissement de liens étroits avec l'île de Montréal sur le plan de la démographie, du marché du travail, des échanges commerciaux, de la culture et des loisirs. À ce sujet, il est évident que la présence d'une station de métro, vers laquelle converge le système de transport en commun, a contribué à renforcer les avantages que lui procure son positionnement géographique.

2.2 Une région fortement urbanisée

Le territoire de la CRÉ de Longueuil couvre une superficie de 283,7 km² et comptait, en 2005, une population de 388 198 habitants, ce qui représentait une densité de 1 377 hab/km².

Même si près du tiers du territoire de l'agglomération de Longueuil est désigné à vocation agricole et qu'une proportion importante de ses sols sont propices à la fois pour des productions de grandes cultures et des productions spécialisées, la quasi totalité (99,9 %) de la population de l'agglomération vit en milieu urbain.

Cette population est répartie entre les villes de Longueuil (232 005 hab.), Brossard (71 231 hab.), Boucherville (38 517 hab.), Saint-Bruno-de-Montarville (24 568 hab.) et Saint-Lambert (21 877 hab.).



Source : Direction de l'aménagement et du développement du territoire, Ville de Longueuil

2.3 Une appartenance à la Montérégie et à la région métropolitaine de Montréal

En 2005, l'agglomération de Longueuil regroupait 28 % de la population de la Montérégie (1 371 731 hab.) et 11 % de celle de la CMM (3 436 143 en 2003) qui comprend également l'agglomération de Montréal (1 873 813 hab.) et la ville de Laval (370 366 hab.).¹

¹ La CMM correspond en gros à la région métropolitaine de recensement (RMR). En 2003, la population de la RMR était estimée à 3 426 350 habitants. Cependant, l'espace économique réel dans lequel évolue l'agglomération de Longueuil est souvent défini comme étant le Grand Montréal qui correspond aux cinq régions administratives de Montréal, de la Montérégie, de Laval, des Laurentides et de Lanaudière. Ce territoire s'étend de Vaudreuil-Dorion à l'ouest à Sorel à l'est et de Saint-Jérôme au nord à Granby au sud. Il englobe des villes comme Joliette, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean-sur-Richelieu.

L'agglomération de Longueuil se caractérise par son appartenance à la région administrative de la Montérégie, dont elle constitue la partie la plus urbanisée et le principal centre de services, ainsi qu'à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) dont elle est membre et dont elle constitue, avec Montréal et Laval, l'une des trois principales agglomérations urbaines. En fait, l'agglomération de Longueuil et la ville de Laval constituent le prolongement du tissu urbain de l'île de Montréal. Leurs économies sont fortement intégrées à celle de la région métropolitaine de Montréal qui représente, après Toronto, la plus vaste région urbaine au Canada.

2.4 Une région à faible croissance démographique

L'agglomération de Longueuil fait partie d'une des régions parmi les plus dynamiques du Québec. En effet, la Montérégie, et plus particulièrement la couronne-sud de Montréal, est de loin la région du Québec qui a enregistré la croissance de la population et de l'emploi la plus forte depuis le début des années 90. Les tendances des vingt dernières années semblent cependant indiquer que l'agglomération de Longueuil n'a pas participé à cette croissance et qu'on assiste à un déplacement relatif de la population vers les régions périphériques notamment celles des MRC de Lajemmerais et de la Vallée-du-Richelieu à l'est et de la MRC de Roussillon à l'ouest.

En effet, depuis le début des années 90, on observe que l'agglomération de Longueuil affiche l'une des plus faibles performances de la Montérégie et de la région de Montréal tant en ce qui concerne la croissance de la population que celle de l'emploi. Ainsi, au cours de la période 1995-2005, l'agglomération de Longueuil voyait sa population augmenter de seulement 2,7 % comparativement à 7,0 % pour la Montérégie. Au chapitre de l'emploi, l'agglomération de Longueuil affichait, au cours de la période 1991-2001, l'une des pires performances parmi les 15 MRC de la Montérégie avec un taux de croissance de seulement 2,5 % comparativement à 12,6 % pour la Montérégie.

Sur la Rive-Sud², le déplacement relatif de la population vers les villes de la périphérie est observable depuis le milieu des années 80. Alors qu'au cours des années 70 et de la première moitié des années 80, la population avait tendance à s'accroître plus rapidement dans les villes centrales de la Rive-Sud de Montréal (Longueuil, Brossard, Boucherville, Saint-Hubert), on constate que, depuis 1986, ce sont les villes de la périphérie immédiate (Sainte-Julie, Saint-Amable, Varennes, La Prairie, Candiac, Saint-Constant, Delson, Sainte-Catherine) qui enregistrent les plus fortes croissances démographiques. L'analyse des migrations internes dans la région métropolitaine de Montréal laisse d'ailleurs voir que l'agglomération de Longueuil a constitué une source importante de croissance pour les autres villes de la couronne-sud, ayant perdu au profit de ces villes plus de 25 000 personnes depuis le début des années 70.

Ces tendances s'expliquent d'abord par la progression de l'étalement urbain suite aux efforts déployés par les villes de la périphérie pour développer leur territoire en y attirant de nouveaux résidents grâce notamment aux prix beaucoup plus bas des terrains et des services et à des taux de taxation généralement inférieurs. Elles sont également le reflet de transformations profondes dans le profil de la population de l'agglomération qui vieillit rapidement.

² La Rive-Sud est définie comme comprenant l'agglomération de Longueuil ainsi que les MRC de Lajemmerais et de Roussillon.

2.5 Une population vieillissante

La population de l'agglomération de Longueuil est plus âgée que celles de la Montérégie et du Québec dans son ensemble et que celles des CRÉ voisines et elle vieillit plus rapidement. La population âgée de moins de 45 ans a diminué de façon sensible alors que celle de 45 ans et plus a augmenté considérablement en particulier chez les plus de 55 ans. La part de la population de 45 ans et plus est passé de 34,0 à 43,1 % en moins de 10 ans. De plus, alors que la population âgée de 65 ans et plus augmentait de 40,9 % dans l'agglomération de Longueuil, elle n'augmentait que de 29,1 % en Montérégie et 20,3 % dans l'ensemble du Québec.

Selon les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec, la population d'âge actif dans l'agglomération devrait diminuer de près de 6,0 % entre 2001 et 2021, diminution beaucoup plus marquée que celle de 2,7 % prévue pour la Montérégie. De plus, selon ces prévisions, la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus devrait passer de 12 % en 2001 à 25 % en 2021.

Le vieillissement de la population aura des répercussions importantes tant sur le plan de la demande de services, notamment en matière de logements et de services de santé, que sur celui de la disponibilité de main-d'œuvre. Il laisse entrevoir des difficultés accrues de recrutement et de rétention de la main-d'œuvre chez les employeurs de la région, notamment pour les travailleurs qualifiés.

2.6 Une main-d'œuvre hautement qualifiée et à revenus élevés

L'économie régionale repose sur une main-d'œuvre hautement qualifiée (48 % de la population possède un diplôme de niveau post-secondaire et 28 % détient un diplôme universitaire).

L'agglomération de Longueuil est par ailleurs caractérisée par un niveau de revenus parmi les plus élevés au Québec. Elle occupe le 10^{ème} rang parmi les MRC du Québec au chapitre du revenu personnel par habitant et elle affiche l'un des plus faibles taux de dépendance économique.³ En 2001, le revenu moyen des ménages sur le territoire de Longueuil s'établissait à 60 200 \$ comparativement à 53 725 \$ pour les ménages de la région métropolitaine de Montréal.

2.7 Des pénuries de compétences professionnelles

Des problèmes de pénurie de main-d'œuvre qualifiée commencent à apparaître dans plusieurs secteurs d'activité notamment pour les catégories d'emplois qui exigent des compétences spécialisées.

Ainsi, l'enquête réalisée en 2004 auprès des entreprises dans le cadre de la préparation du Bilan scientifique et technologique de la Montérégie a fait ressortir que 36,7 % des dirigeants d'entreprises interrogés ont indiqué avoir éprouvé des difficultés à recruter des employés ou des gestionnaires qualifiés au cours de l'année précédant l'enquête. Ces pénuries affectent un très large éventail de métiers et de professions.

³ Le taux de dépendance économique représente les paiements de transferts gouvernementaux par rapport aux revenus d'emplois.

2.8 Un problème de relève entrepreneuriale

L'une des conséquences du vieillissement de la population est le problème de relève notamment chez les entrepreneurs. La relève des entreprises existantes représente en effet un enjeu important dans la plupart des régions du Québec. C'est cependant en Montérégie que ce problème est le plus aigu puisque 17,9 % des propriétaires d'entreprises y ont plus de 55 ans. Bien que nous ne possédions pas de données pour l'agglomération de Longueuil, on peut supposer que la même situation y prévaut d'autant plus que la population y vieillit plus rapidement qu'ailleurs en Montérégie.

Ce phénomène n'est pas sans inquiéter quand on considère que c'est également en Montérégie que le dynamisme entrepreneurial chez les jeunes est parmi les plus faibles des régions administratives du Québec.

2.9 Une économie diversifiée axée sur les services

L'agglomération de Longueuil compte quelque 11 000 entreprises qui sont réparties parmi tous les secteurs d'activité économique mais principalement le secteur des services qui domine largement avec près de 80 % de la main-d'œuvre. Le secteur manufacturier comprend 840 entreprises qui génèrent localement plus de 18 000 emplois dont 53,3 % sont concentrés dans trois secteurs (aérospatial, matériel de transport et agroalimentaire).

La structure d'activité économique de l'agglomération s'apparente sensiblement à celles des villes de Montréal et de Laval. Elle connaît de profondes transformations et s'oriente de plus en plus vers des activités commerciales et des services à plus forte valeur ajoutée dont le rayonnement s'étend au-delà de son territoire. On y retrouve une forte prépondérance des emplois dans le commerce de détail (15,9 %), la santé (12,4 %), les services d'enseignements (7,7 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (6,8 %) ainsi que dans l'hébergement et les services de restauration (6,2 %). En plus de nombreuses institutions d'enseignement, la région regroupe une diversité de services commerciaux et publics, dont deux hôpitaux, en l'occurrence le Centre hospitalier Pierre-Boucher et l'Hôpital Charles LeMoyné (affilié à l'Université de Sherbrooke).

2.10 La présence de créneaux de spécialisation dynamiques

Le tissu industriel du territoire est renforcé par la présence de plusieurs entreprises qui sont des chefs de file mondiaux dans leur secteur et qui jouent un rôle de leader au sein de filières de production établies depuis longtemps, telles l'industrie aérospatiale et du transport terrestre, l'industrie agroalimentaire et l'industrie de la logistique et de la distribution à valeur ajoutée. D'autres entreprises oeuvrent dans des filières en émergence de l'économie du savoir, par exemple, les nanotechnologies reliées aux nouveaux matériaux industriels et les technologies de l'information.

2.11 La présence d'un pôle d'enseignement majeur

La population de la région a accès à un réseau d'institutions scolaires au sein duquel sont représentés tous les niveaux du système d'éducation québécois. On compte sur le territoire 86 écoles préscolaires et primaires publiques, 22 écoles secondaires (16 publiques et 6 privées) et 4 écoles de formation professionnelle et technique. La formation de niveau collégial est assurée par le

Collège Édouard-Montpetit et le Campus Saint-Lambert/Longueuil du Champlain Regional College.

On retrouve, près de la station de métro Longueuil, une cité universitaire fréquentée par quelque 12 000 étudiants inscrits dans 130 programmes offerts par 6 universités et leurs écoles affiliées (Université de Sherbrooke, Université de Montréal et ses écoles affiliées HEC Montréal et Polytechnique, Université du Québec à Montréal, Université Laval, Université du Québec à Trois-Rivières et Université McGill). Ces activités connaîtront un essor significatif au cours des prochaines années, notamment après que sera complété le complexe de l'Université de Sherbrooke présentement en construction.

2.12 La présence de centres de recherche d'envergure

Non seulement les 5 villes du territoire de la CRÉ représentent un important pôle d'enseignement, elles bénéficient aussi de la présence de plusieurs organismes de recherche et de développement. Pas moins de cinq centres publics de recherche, employant plus de 800 personnes, y sont établis, notamment l'Institut des matériaux industriels du Conseil national de recherches du Canada (CNRC-IMI), l'Agence spatiale canadienne (ASC), le Centre des technologies du gaz naturel (CTGN), le Centre de recherche sur les grains (CÉROM) et le Centre technologique en aérospatiale (CTA). On note également la présence d'incubateurs technologiques dont l'impact est croissant.

2.13 Un retard technologique des entreprises

Bien que l'agglomération de Longueuil puisse compter sur la présence de centres de recherche d'envergure et sur une tradition bien implantée dans le domaine de l'innovation technologique, les études réalisées dans le cadre du Bilan scientifique et technologique de la Montérégie indiquent que les entreprises de la région sont relativement peu innovantes en comparaison avec celles d'autres régions du Québec, notamment celles de la région de Montréal. Ainsi, alors qu'on établit à 63 % la proportion des entreprises innovantes en Montérégie, ce pourcentage atteint 75 % à Laval, 77 % dans Lanaudière et 82 % dans les Laurentides. L'agglomération de Longueuil fait par ailleurs meilleure figure que la Montérégie avec 70 % d'entreprises qui innovent.

2.14 Une disponibilité restreinte d'espaces industriels

L'agglomération de Longueuil offre une diversité de sites industriels. Cependant, les grands terrains industriels se font rares. Selon les prévisions du schéma d'aménagement et de développement de Longueuil, d'ici 10 ans, les espaces industriels disponibles auront pratiquement tous été utilisés. Dans ce contexte, il sera nécessaire d'évaluer avec soin les utilisations potentielles des espaces disponibles dans une perspective de développement à long terme.

2.15 L'existence d'infrastructures de transport diversifiées

Chaque ville du territoire de la CRÉ de Longueuil (à l'exception de Saint-Bruno) est située à proximité de l'un ou l'autre des principaux liens physiques qui relient la Rive-Sud à l'île de Montréal, en l'occurrence les ponts Jacques-Cartier, Victoria, Champlain et le pont-tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine.

Ce territoire est également au cœur d'un réseau routier traversé par les routes 132, 116 et 112 et les autoroutes 10, 20, 30, lesquelles permettent un accès aux grandes villes du Nord-Est des États-Unis (Boston et New York) et de l'Ontario (Ottawa et Toronto).

Bordée par la voie maritime du Saint-Laurent du nord-est au sud-ouest, la région est située à proximité du port de Montréal (moins de 15 km), ce qui permet de relier ses entreprises aux marchés du Midwest américain et de l'Europe.

L'aéroport de Saint-Hubert, dont les pistes peuvent accueillir tous les types d'avions destinés aux vols d'affaires, nolisés et spécialisés, facilite les échanges commerciaux des entreprises de la région.

Les municipalités du territoire de la CRÉ de Longueuil partagent également un réseau de transport en commun qui compte 70 lignes d'autobus auquel s'ajoute la station de métro qui donne accès au réseau de transport en commun de Montréal. On note également la présence d'un service de trains de banlieue dont bénéficient les résidents de Saint-Bruno-de-Montarville, de Saint-Lambert et de l'arrondissement Saint-Hubert.

Les consultations que nous avons effectuées ont fait ressortir l'importance des transports pour le développement de l'agglomération tant en ce qui concerne le transport des marchandises que celui des personnes. À ce sujet, trois enjeux ont retenu la priorité : la nécessité d'accroître la fluidité du transport inter-rives, l'amélioration de la desserte interne de l'agglomération et l'adaptation du réseau routier supérieur aux besoins de l'agglomération.

2.16 La présence de plusieurs organismes de développement socio-économique et communautaire

Si l'agglomération de Longueuil présente une image relativement positive au plan du développement économique, malgré la présence d'indicateurs préoccupants comme la rareté relative de main-d'œuvre qualifiée et le vieillissement rapide de sa population, elle peut également compter sur la présence d'un réseau dynamique d'organismes voués au développement social et communautaire de la population.

Sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, plusieurs de ces organismes bien enracinés dans le milieu participent, souvent en partenariat avec les institutions municipales, à l'animation et au développement de l'agglomération dans les domaines du sport et loisir, de la culture ou encore du développement social et communautaire.

En plus de présenter un bilan fort enviable au plan de la concertation et de la consultation, les organismes de développement social et communautaire de l'agglomération prodiguent une gamme variée de services à plusieurs groupes de citoyens et citoyennes aux prises avec des problématiques de développement de nature multiple.

En ne tenant compte que des organismes soutenus financièrement par l'appareil gouvernemental (seules données disponibles), on constate que pour le territoire de la CRÉ de Longueuil, pas moins de 122 organismes ont œuvré en 2003-2004 dans des domaines aussi variés que la famille, l'employabilité, le logement, l'immigration, la santé et les services sociaux, les médias communautaires, pour ne nommer que ceux-là. Ces organismes ont bénéficié pour la même année

d'un soutien financier de 10,3 M \$ pour appuyer des activités allant du soutien parental et familial à l'assistance aux personnes en perte d'autonomie, en passant par des actions d'intégration sociale ou pour lutter contre la violence et la dépendance.

En plus d'exercer des activités d'intervention directe auprès de groupes particuliers de la population, les organismes de développement social et communautaire offrent des services et des programmes de formation, notamment en informatique et en comptabilité, à des groupements ou à des entreprises impliqués dans des activités liées à la vie associative, en vue de faciliter la circulation de l'information parmi les personnes et organismes concernés.

2.17 Une région possédant une qualité de vie appréciable

En plus de bénéficier d'un niveau de vie parmi les plus élevés des régions québécoises, la population de l'agglomération de Longueuil bénéficie également d'une qualité de vie appréciable. La proximité des espaces bleus et la présence de nombreux espaces verts, l'accès à des loisirs et à une vie culturelle riche et intense ne sont que quelques éléments à la base de cette qualité de vie qu'apprécient non seulement les populations résidentes mais aussi de nombreux visiteurs attirés par les attraits culturels et physiques de la région.

Malgré la proximité des services et la qualité de vie qu'on y retrouve, le coût de la vie dans la région est parmi l'un des moins élevés de l'Amérique du Nord.

2.18 L'existence de plusieurs attraits naturels

La présence de plusieurs attraits naturels et la proximité de marchés importants confèrent à la région un avantage de destination touristique d'escapade. Parmi ces attraits, mentionnons la proximité du Fleuve Saint-Laurent, la présence des Îles de Boucherville et du Mont Saint-Bruno, deux milieux protégés mais accessibles à la population, et plusieurs espaces aménagés pour la pratique d'activités de plein air et l'interprétation, tels que le Parc régional de Longueuil, le Parc de la Frayère de la rivière aux Pins à Boucherville, le Centre de plein air de Brossard et le Parc de la Cité à Saint-Hubert. La région de Longueuil compte également un réseau de voies cyclables totalisant près de 250 km.

3 PROFIL DÉMOGRAPHIQUE

3.1 Population

En 2005, la population de l'agglomération de Longueuil s'établissait à 388 198 personnes. Celle-ci était concentrée à 59,8 % dans la Ville de Longueuil et à 18,3 % dans celle de Brossard. Même si près du tiers du territoire de l'agglomération de Longueuil est zoné agricole, la quasi totalité (99,9 %) de la population de l'agglomération vit en milieu urbain.

Population des villes de l'agglomération de Longueuil au 1^{er} juillet 1996 et 2005

	Population		Poids relatif		Variation
	1996 n	2005 n	1996 %	2005 %	1996-2005 %
Boucherville	35 448	38 517	9,4	9,9	8,7
Brossard	66 760	71 231	17,7	18,3	6,7
Longueuil	230 553	232 005	61,0	59,8	0,6
Saint-Bruno-de-Montarville	24 046	24 568	6,4	6,3	2,2
Saint-Lambert	21 204	21 877	5,6	5,6	3,2
Agglomération de Longueuil	378 011	388 198	100,0	100,0	2,7

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population. Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, Juillet 2006.

En 2005, l'agglomération de Longueuil regroupait 28,3 % de la population de la Montérégie et 11,3 % de celle de la CMM. À titre comparatif, avec 370 366 habitants, Laval représentait 10,8 % de la population de la CMM et Montréal 54,6 % avec 1 873 813 habitants.

3.2 Évolution de la population

Au cours de la période 1996-2005, la croissance démographique a été particulièrement forte à Boucherville et à Brossard de sorte que leur poids démographique dans l'agglomération s'est accru alors que ceux des villes de Longueuil et de Saint-Bruno diminuaient et que celui de Saint-Lambert restait relativement stable.

Au cours de cette période, la croissance démographique de l'agglomération de Longueuil a été de 2,7 %, un taux beaucoup plus faible que celui des territoires des autres CRÉ de la Montérégie et que celui du Québec dans son ensemble de sorte que son poids démographique en Montérégie est passé de 29,5 % à 28,3 %. À titre comparatif, le taux de croissance démographique de la ville de Laval atteignait 10,6 % au cours de la même période et celui de l'agglomération de Montréal 4,5 %.

Population, CRÉ de la Montérégie et ensemble du Québec, 1996 et 2005

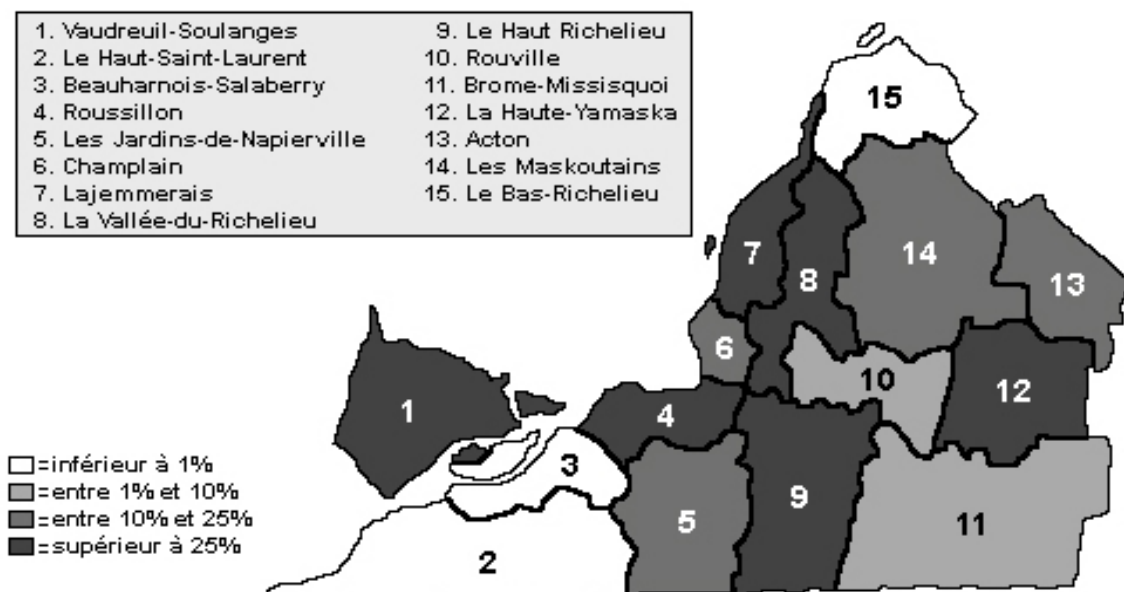
	1996	2005	Variation 1996-2005
	n	n	%
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	346 406	386 944	11,7
Laval	334 882	370 368	10,6
Montérégie	1 282 494	1 371 731	7,0
Montérégie-Est	558 077	596 589	6,9
Ensemble du Québec	7 246 896	7 598 146	4,8
Montréal	1 799 296	1 873,813	4,1
Longueuil	378 011	388 198	2,7

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population. Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, Juillet 2006.

On constate d'ailleurs la faiblesse de la croissance démographique de l'agglomération de Longueuil par rapport aux villes voisines lorsqu'on examine la croissance démographique des MRC de la Montérégie au cours de la période 1981-2001. Il ressort du graphique suivant qu'au cours de cette période, la population de la MRC de Champlain, qui correspond à l'agglomération de Longueuil moins les villes de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville, s'est accrue beaucoup moins rapidement que celle des MRC voisines de la couronne-sud immédiate de Montréal.

Taux de croissance de la population des MRC de la Montérégie entre 1981 et 2001

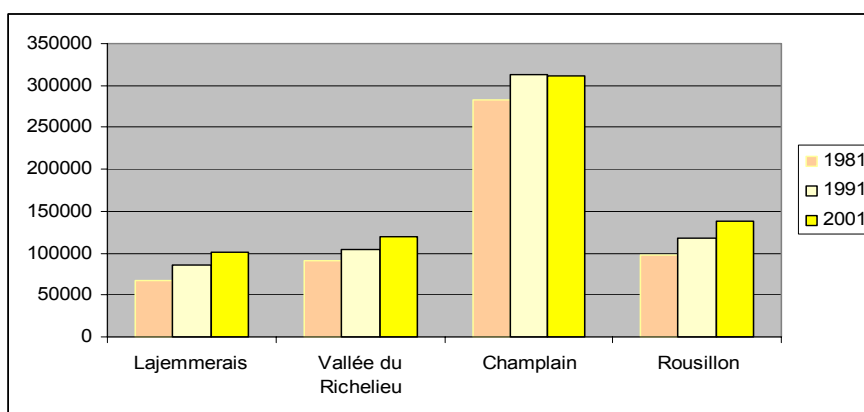
Taux de croissance de la population des MRC de la Montérégie entre 1981 et 2001



Source : Statistique Canada, Recensements 1981 et 2001.

Alors que la population de la MRC de Champlain augmentait de 10,5 % durant cette période, celles des MRC voisines de Lajemmerais, de la Vallée-du-Richelieu et de Roussillon augmentaient respectivement de 48,9 %, 32,2 % et 40,9 %. Il convient de souligner que, pour la MRC de Champlain, cette croissance s'est effectuée entièrement au cours de la décennie 1981-1991 et que la population a même légèrement diminué par la suite. A partir des années 90, on observe un ralentissement considérable de la croissance démographique pour l'ensemble des villes de l'agglomération qui s'étend jusqu'au milieu de la décennie alors que la population commence à diminuer. Ce mouvement s'est renversé depuis quelques années avec le rebond de la construction résidentielle.

**Évolution de la population des MRC de la Rive-Sud de Montréal
entre 1981 et 2001**



Source : Statistique Canada, Recensements 1981 et 2001.

Le Schéma d'aménagement et de développement de Longueuil présente une analyse intéressante des mouvements de population de la couronne-sud de Montréal. Selon cette analyse, la croissance de la population de la Rive-Sud, entre 1996 et 2001, a été inégale non seulement pour chacune des MRC qui la composent mais aussi pour les villes. Alors qu'à la fin des années 70 et au début des années 80, la population avait tendance à s'accroître plus rapidement au centre de la sous-région, entre autres dans les villes de Longueuil, Saint-Hubert, Brossard et Boucherville, on constate que ce sont les villes de Sainte-Julie, Saint-Amable, Varennes, La Prairie, Sainte-Catherine, Saint-Constant et Delson qui enregistrent les plus fortes croissances démographiques depuis 1986. On assiste donc à un agrandissement important de la banlieue-sud de Montréal, les nouveaux résidents ayant tendance à s'éloigner de plus en plus des grands centres à forte concentration de population et à résider là où les coûts des services sont généralement moindres. En analysant les migrations internes sur le territoire de la CMM, les auteurs du schéma d'aménagement mentionnent également que Longueuil a constitué une source de croissance importante pour la couronne-sud. Ainsi, bien que ces mouvements de population soient actuellement en constante diminution, Longueuil a perdu, depuis le début des années 70, plus de 26 340 personnes au profit de la couronne-sud.

3.3 Tendances migratoires

Migrations internationales

En 2001, la population de l'agglomération de Longueuil comptait 44 130 immigrants, une proportion d'immigrants plus forte que le Québec dans son ensemble et nettement plus élevée que le reste de la Montérégie. Cette proportion atteignait en effet 12,0 % pour l'agglomération de Longueuil comparativement à 9,9 % pour le Québec et 5,9 % pour la Montérégie.

Au cours de la période 1996-2001, l'agglomération de Longueuil a accueilli 5 835 nouveaux immigrants, ce qui représente 4,4 % des immigrants nouvellement arrivés au Québec durant la même période. Après la région de Montréal, c'est l'agglomération de Longueuil qui attirait le plus grand nombre d'immigrants. Au cours de cette période, la région administrative de Montréal accueillait en effet 76,8 % des nouveaux immigrants et celle de Laval 3,2 %.

Principales régions d'établissement des nouveaux immigrants de la période 1996-2001

Régions administratives	Nombre	%
Montréal	101 050	76,8
Montérégie (incluant Longueuil)	9 200	7,0
Longueuil	5 835	4,4
Capitale nationale	5 165	3,9
Laval	4 225	3,2
Ensemble du Québec	131 655	100

Source : Compilation de l'Institut de la Statistique du Québec à partir des données du Recensement 2001 de Statistique Canada.

L'origine de la population immigrante de l'agglomération de Longueuil en 2001 était relativement diversifiée puisque aucun pays ne comptait pour plus de 8,0 % du total. Les 6 principaux pays d'origine sont présentés au tableau suivant. Le profil d'immigration de l'agglomération de Longueuil est nettement différent de celui des deux autres CRÉ de la Montérégie avec une proportion plus forte d'immigrants en provenance des pays asiatiques et d'Haïti et une proportion plus faible de ceux d'origine française et italienne.

Population immigrante selon certains lieux de naissance en 2001, en %

Pays	CRÉ Longueuil	CRÉ Montérégie- est	CRÉ Vallée-du- Haut-Saint- Laurent	Montérégie	Québec
France	7,7	21,1	12,0	11,2	7,1
Haïti	6,5	2,0	2,0	4,6	6,8
République de Chine	6,1	2,8	1,4	4,5	3,5
Hong Kong	4,2	0,1	0,6	2,6	0,8
Vietnam	3,7	1,5	1,5	2,8	3,2
Italie	3,3	4,0	6,6	4,2	9,8
Sous-total	31,6	31,5	24,0	30,0	31,2

Source : Compilation de l'Institut de la Statistique du Québec à partir des données du Recensement 2001 de Statistique Canada.

Migrations interrégionales

Le tableau suivant présente le solde des migrations interrégionales pour chacune des CRÉ de la Montérégie au cours de la période 2000-2005. On constate que la CRÉ de Longueuil présente un solde migratoire qui s'est détérioré progressivement au cours de cette période alors que l'inverse s'est produit pour les deux autres CRÉ. Ainsi, alors que la CRÉ de Longueuil perdait plus de 3 500 personnes au chapitre des mouvements migratoires interrégionaux au cours de la période 2000-2005, celles de la Montérégie Est et de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent gagnaient respectivement près de 17 000 et 20 000 personnes.

Solde des migrations interrégionales des CRÉ de la Montérégie, 2000-2005

Années	CRÉ Longueuil	CRÉ Montérégie-est	CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Montérégie
2000-01	481	834	2 532	3847
2001-02	-579	3 020	3 859	6300
2002-03	-799	3 933	4 233	7367
2003-04	-1 119	4 435	4 696	8011
2004-05	-1 530	4 605	4 532	7607
Total	-3 546	16 827	19 852	33132

Source : Institut de la Statistique du Québec, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, d'après les données du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Ce déplacement relatif de la population vers les zones périphériques métropolitaines est d'ailleurs confirmé dans le dernier bulletin de *L'économie métropolitaine* de la Communauté métropolitaine de Montréal.⁴ En effet, les données présentées au tableau suivant démontrent nettement que c'est surtout au profit de leur périphérie immédiate que les régions métropolitaines perdent des habitants. De 1994 à 2004, l'île de Montréal a perdu 135 000 personnes par migration interrégionale et la MRC de Champlain, 8 000. À l'inverse, les couronnes-nord et sud et Laval ont accueilli 65 000, 51 000 et 23 000 migrants nets respectivement.

Migrations par MRC¹, dans la RMR de Montréal, 1994-2004

MRC	Solde migratoire 1994-2004			
	interrégional	interprovincial	international	total
Montréal	-135 300	-66 000	191 900	4 600
Champlain	- 8 000	- 7 300	13 600	-700
Laval	23 200	-3 200	6 800	27 300
Couronne Nord	64 600	- 1 800	-400	62 300
Couronne Sud	50 900	- 1 700	-3 000	41 400

Source : Statistique Canada
Compilation : CMM

⁴ CMM, *L'économie métropolitaine*, 1^{er} trimestre 2006, p. 6-7.

Dans la couronne-sud, ce sont les MRC de Lajemmerais, de Roussillon et de la Vallée-du-Richelieu qui ont principalement bénéficié de ces déplacements.

Par ailleurs, on note qu'alors que les déplacements de Montréal vers la périphérie se sont accélérés dans les années 2000, passant de 53 000, au cours de la période 1994-1999, à 82 000, au cours de la période 1999-2004, ceux de Longueuil ont ralenti passant de 5 800 à 2 100. Selon la CMM, c'est la forte hausse du prix des logements à Montréal, au cours de cette période, qui a accéléré les déplacements en périphérie. La hausse des prix a mis les logements du centre de l'agglomération hors de portée de plusieurs ménages.

3.4 Perspectives démographiques

Selon le scénario démographique de référence considéré comme le plus probable par l'Institut de la statistique du Québec compte tenu des tendances récentes, la population de l'agglomération de Longueuil, qui comprend les villes de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville, devrait s'accroître de près de 40 000 personnes d'ici 2026 pour atteindre environ 418 000 personnes. Il s'agit d'un taux de croissance prévu de 10,25 %, soit un taux supérieur à celui du Québec dans son ensemble mais nettement inférieur à celui de la CRÉ de la Vallée du Haut-Saint-Laurent. Ce scénario implique donc un nouveau glissement de la croissance démographique vers l'ouest.

Perspectives démographiques 2026

	Population		Variation 2001-2026	
	2001	2026	n	%
Montérégie-Est	571 190	620 771	49 581	8,7
Longueuil	379 210	418 064	38 854	10,2
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	361 773	418 516	56 743	15,7
Montérégie	1 312 173	1 457 350	145 177	11,1
Ensemble du Québec	7 396 988	8 085 850	688 862	9,3

Source : Institut de la statistique du Québec, Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051, édition 2003

Le schéma d'aménagement fait également état des prévisions tendanciennes du ministère des Transports (MTQ) qui sont beaucoup moins optimistes. Selon ce scénario, la population de l'agglomération de Longueuil subirait une baisse de 2,1 % de sa population entre 2001 et 2021 qui s'établirait à 364 144 personnes, soit 49 103 personnes de moins que le scénario prévu par l'ISQ pour la même année. D'après ce scénario, l'ensemble des villes et arrondissements subirait une baisse de leur population, à l'exception de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville, lesquels verraient leur population augmenter respectivement de 9,0 % et de 7,8 %. Les diminutions les plus importantes s'observeraient dans les arrondissements de Saint-Hubert et de Greenfield Park et la ville de Brossard qui subiront respectivement une perte de 6,5 %, 5,2 % et 5,0 % de leur population.

4 PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

4.1 La population selon le sexe

En 2005, la proportion des femmes dans la population de l'agglomération de Longueuil différait de celle des MRC voisines. Alors que les femmes représentaient 51,4 % de la population de l'agglomération de Longueuil, elles ne représentaient que 49,6 % de celle de Lajemmerais, 50,2 % de celle de Roussillon et 49,8 % de celle de la Vallée-du-Haut-Richelieu. Ces différences tiennent au fait que la population de Longueuil est plus âgée que celles des MRC voisines et que la proportion des femmes s'accroît avec l'âge.

Population de l'agglomération de Longueuil et des MRC de la Montérégie selon le sexe en 2005

MRC	Hommes		Femmes		Total
	n	%	n	%	
Longueuil ¹	188521	48,6	199677	51,4	388198
Lajemmerais	34794	50,4	34181	49,6	68975
Roussillon	79158	49,8	79887	50,2	159045
Le Haut-Richelieu	54562	50,2	54231	49,8	108793
Montérégie	679443	49,5	692288	50,5	1371731
Ensemble du Québec	3750120	49,4	3848026	50,6	7598146

¹ L'agglomération de Longueuil comprend les villes de Boucherville et de Saint-Bruno qui ont été exclues des MRC de Lajemmerais et de la Vallée-du-Haut-Richelieu

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, *Estimations de la population. Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, Juillet 2006.*

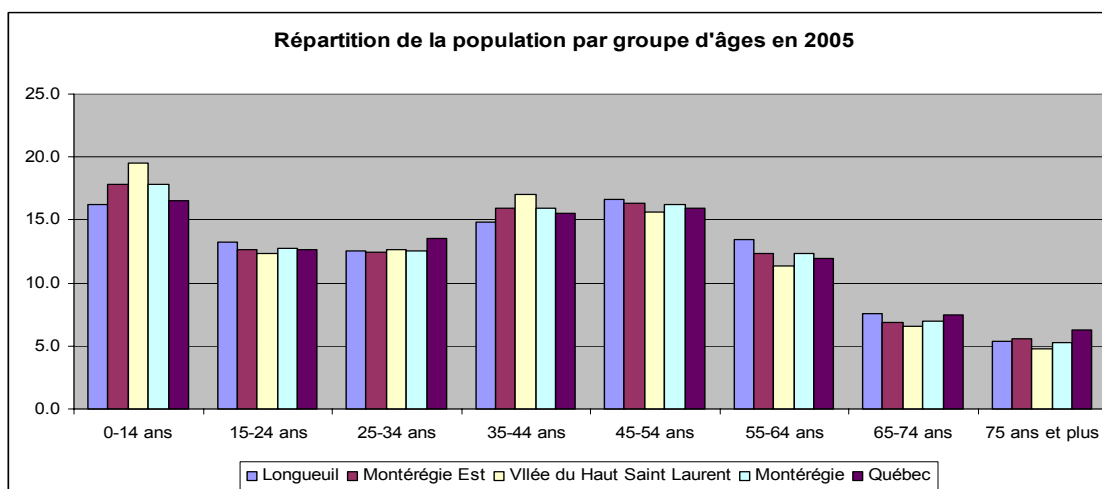
4.2 Structure d'âge de la population

La population de l'agglomération de Longueuil est plus âgée que celles de la Montérégie et du Québec dans son ensemble et que celles des CRÉ voisines et elle vieillit plus rapidement.

En 2005, les plus de 45 ans représentaient 43,1 % de la population de l'agglomération, comparativement à 40,9 % pour la Montérégie et 41,7 % pour le Québec dans son ensemble. La proportion des groupes d'âges inférieurs y est plus faible à l'exception des 15-24, en raison sans doute de la présence d'une forte population d'étudiants.

On constate par ailleurs que la population de l'agglomération de Longueuil a vieilli plus rapidement, au cours de la dernière décennie, que celles de la Montérégie et de l'ensemble du Québec. La population âgée de moins de 45 ans a diminué de façon sensible alors que celle de 45 ans et plus a augmenté considérablement en particulier chez les plus de 55 ans. La part de la population de 45 ans et plus est passé de 34,0 à 43,1 % en moins de 10 ans. De plus, alors que la population âgée de 65 ans et plus augmentait de 40,9 % dans l'agglomération de Longueuil, elle n'augmentait que de 29,1 % en Montérégie et 20,3 % dans l'ensemble du Québec.

Répartition de la population par groupe d'âge en 2005



Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population. Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, Juillet 2006.

Le vieillissement de la population aura des répercussions importantes tant sur le plan de la demande de services, notamment en matière de logements et de services de santé, que sur celui de la disponibilité de main-d'œuvre. Il laisse entrevoir des difficultés accrues de recrutement et de rétention de la main-d'œuvre chez les employeurs de la région, notamment pour les travailleurs qualifiés.

Évolution de la population selon les groupes d'âge entre 1996 et 2005

Groupes d'âge	Longueuil			Montérégie			Québec		
	1996	2005	Variation 1996-2005	1996	2005	Variation 1996-2005	1996	2005	Variation 1996-2005
0-14 ans	72 818	62 832	-13.7	264 081	245 089	-7.2	1 380 862	1 258 034	-8.9
15-24 ans	53 885	51 341	-4.7	171 248	174 873	2.1	969 542	964 678	-0.5
25-34 ans	56 390	48 911	-13.3	191 198	171 969	-10.1	1 122 659	1 028 629	-8.4
35-44 ans	66 385	57 788	-13.0	228 470	218 540	-4.3	1 259 392	1 179 365	-6.4
45-54 ans	58 422	64 488	10.4	184 659	222 367	20.4	987 493	1 211 517	22.7
55-64 ans	34 262	52 309	52.7	112 074	170 017	51.7	657 986	910 262	38.3
65-74 ans	22 357	29 530	32.1	80 237	96 165	19.9	523 956	567 946	8.4
75 ans et plus	13 492	20 999	55.6	50 527	72 711	43.9	345 006	477 715	38.5
Total	378 011	388 198	2.7	1 282 494	1 371 731	7.0	7 246 896	7 598 146	4.8

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, Estimations de la population. Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, Juillet 2006.

4.3 Les taux de scolarisation

Selon les données du recensement de 2001, le niveau de scolarisation de la population de Longueuil se rapproche de celui observé dans la région métropolitaine de Montréal mais se démarque fortement de celui de la Montérégie. La population de l'agglomération de Longueuil est, en effet, beaucoup plus scolarisée.

En 2001, 27,0 % des hommes et 25,6 % des femmes de l'agglomération de Longueuil, âgés de 20 à 64 ans, détenaient un diplôme universitaire comparativement à seulement 17,9 % et 18,5 % respectivement pour la Montérégie.

La proportion de la population de 20 à 64 ans n'ayant pas de diplôme d'études secondaires (13^e année) était de 19,4 % chez les hommes et de 19,0 % chez les femmes comparativement à des taux respectifs de 25,1 % et 22,2 % en Montérégie. Ce sont particulièrement les personnes de plus de 45 ans qui sont les moins scolarisées tant chez les hommes que chez les femmes.

Part de la population de 20 à 64 ans selon le sexe et le diplôme obtenu en 2001

	Moins d'un DES ¹	Diplôme universitaire
Longueuil		
Hommes	19,4	27,0
Femmes	19,0	25,6
Montérégie		
Hommes	27,0	17,9
Femmes	25,6	18,9

¹ DES = Diplôme d'études secondaires

Source : Statistique Canada, Recensement 2001

Même si l'agglomération de Longueuil est la région la plus scolarisée de la Montérégie, on note cependant que la principale commission scolaire de l'agglomération soit celle de Marie-Victorin affiche un taux de décrochage scolaire plus élevé qu'en Montérégie. Le taux de décrochage est particulièrement élevé chez les jeunes garçons de 15 à 19 ans.

Taux de décrochage (sortie sans diplôme des jeunes en formation générale) en Montérégie en 2003

Région	Taux de décrochage
Ensemble du Québec	25,0 %
Montérégie	28,3 %
Marie-Victorin	31,8 %
Riverside	23,8 %
Des Patriotes	22,7 %

Source : Le marché du travail en Montérégie, présentation d'Hélène Fortin, économiste à Emploi Québec, Février 2006

4.4 Les ménages

En 2001, l'agglomération de Longueuil comptait 149 580 ménages dont la taille moyenne était de 2,5 personnes soit la même taille qu'en Montérégie et qu'au Québec dans son ensemble. La distribution des ménages selon le nombre de personnes est présentée dans le tableau suivant.

On constate que le nombre de ménages augmente plus rapidement que la population ce qui s'explique par la diminution de la taille des ménages et une augmentation significative des personnes vivant seules, facteurs qui auront une incidence sur la demande et le mode d'occupation des logements.

Nombre de ménages selon la taille dans l'agglomération de Longueuil en 2001

Caractéristiques	Nombre	%
Nombre de ménages privés	149 580	100,0
1 personne	39 915	26,7
2 personnes	49 835	33,3
3 personnes	26 040	17,4
4-5 personnes	30 935	20,7
6 personnes et plus	2 855	1,9

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001.

4.5 Le mode d'occupation des logements⁵

Selon les données du recensement de 2001, l'agglomération de Longueuil comptait 149 580 unités de logements privés dont 60,2 % étaient occupés par leurs propriétaires. Le taux d'occupation par des locataires est légèrement inférieur à celui du Québec dans son ensemble mais beaucoup plus élevé que celui de la Montérégie et des CRÉ voisines.

Mode d'occupation des logements privés occupés en 2001

	Total	En propriété	En location
CRÉ Longueuil	149 580	60,2	39,8
CRÉ Montérégie-Est	220 170	67,9	32,1
CRÉ Vallée-du-Haut-St-Laurent	130 815	74,6	25,3
Montérégie	500 565	67,4	32,6
Québec ²	2 978 115	57,9	42,0

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001.

⁵ Le nombre de logements est directement relié au nombre de ménages puisque, par définition, un ménage est composé d'une ou de plusieurs personnes qui occupent un même logement.

4.6 Les familles

En 2001, il y avait dans l'agglomération de Longueuil 106 590 familles, dont 17,7 % étaient des familles monoparentales, soit une proportion plus élevée qu'en Montérégie et qu'au Québec dans son ensemble et nettement plus élevée que sur les territoires des CRÉ voisins de la Montérégie-Est (14,5 %) et de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (14,1 %). Parmi celles-ci, le parent était une femme dans plus de 80,0 % des cas, une proportion un peu plus élevée qu'en Montérégie et qu'au Québec dans son ensemble.

Selon les données compilées pour le CLD de Longueuil,⁶ c'est dans le groupe des familles monoparentales que l'on retrouve le plus d'indices de défavorisation notamment la pauvreté et l'exclusion sociale. Selon ces données, c'est dans l'arrondissement du Vieux-Longueuil (incluant le quartier de Lemoyne) qu'est concentré le plus grand nombre de familles monoparentales.

Familles selon le type de famille et le nombre d'enfants, en 2001

Caractéristiques	Longueuil		Montérégie		Québec	
	n	%	n	%	n	%
Nombre de familles	106590	100,0	368985	100,0	2019555	100,0
Familles avec conjoint	87710	82,3	312505	84,7	1683960	83,2
Familles monoparentales	18880	17,7	56480	15,3	335590	16,8
Parent de sexe féminin	15290	80,9	44705	79,2	267570	79,7
Parent de sexe masculin	3600	19,1	11775	20,8	68025	20,3
Familles sans enfant	38045	35,7	135580	36,7	751740	37,2
Familles avec enfants	68550	64,3	233410	63,3	1267815	62,8
Familles avec 1 enfant	31720	29,8	103895	28,2	590625	29,2
Famille avec 2 enfants	26955	25,3	93845	25,4	486720	24,1
Plus de 3 enfants	9875	9,3	35645	9,7	190475	9,4

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001.

⁶ CLD de Longueuil et Emploi-Québec, *Portrait diagnostique des entreprises d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil et recommandations pour un plan de développement concerté entre les partenaires de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil, Sommaire exécutif*, Octobre 2006.

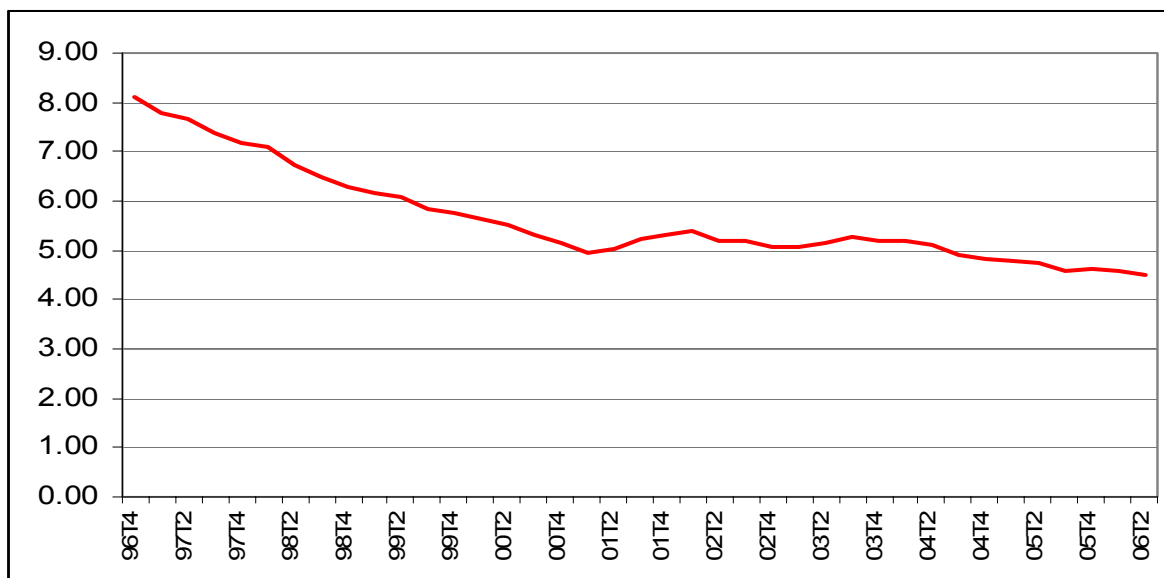
5 PROFIL DU MARCHÉ DU TRAVAIL

5.1 Sommaire des conditions du marché du travail

Comme pour le Québec dans son ensemble et la région de Montréal en particulier, les conditions du marché du travail se sont considérablement améliorées dans l'agglomération de Longueuil au cours de la décennie 1991-2001. Cette amélioration est principalement survenue au cours de la période 1996-2001, période marquée par une forte croissance de l'activité économique et de l'emploi au Canada et au Québec et un rattrapage économique à Montréal.⁷

Le graphique suivant montre bien l'amélioration des conditions du marché du travail au cours de cette période. Il présente l'évolution du taux de dépendance sociale dans l'ancienne MRC de Champlain entre 1996 et 2006. Ce taux représente le nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage et de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi par rapport à la population de 15 à 64 ans. Le taux diminue rapidement jusqu'au début de 2001 passant de plus de 8,0 % en 1996 à moins de 5,0 % en 2001 pour se stabiliser par la suite.

Taux de dépendance sociale¹ dans l'ancienne MRC de Champlain, désaisonnalisé



1. bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi) ÷ population de 15 à 64 ans

Source : Statistique Canada, *Emploi et Solidarité sociale Québec*

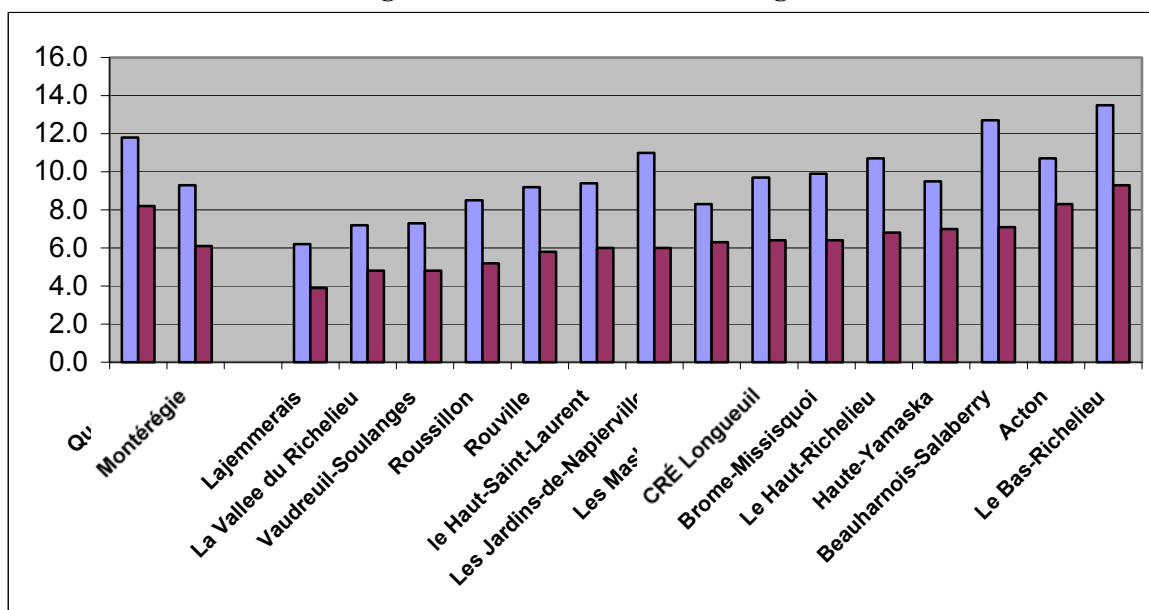
Compilation : CMM

⁷ Nous n'avons malheureusement pas de données plus récentes portant sur l'agglomération de Longueuil.

Entre 1996 et 2001, on observe une baisse substantielle du taux de chômage dans l'agglomération de Longueuil qui est passé de 9,7 % à 6,4 %. L'amélioration des conditions du marché du travail a cependant été moindre pour les résidents de Longueuil que pour l'ensemble de la Montérégie en raison d'une croissance inférieure de l'emploi qui s'est chiffrée à 5,5 % contre 9,7 % en Montérégie.

Le graphique suivant permet de constater que l'agglomération de Longueuil occupait, en 2001, le 9^{ème} rang parmi les 15 MRC de la Montérégie en ce qui concerne le taux de chômage. On note que ce sont les MRC voisines de la couronne-sud de Montréal qui occupent les premiers rangs notamment Lajemmerais, la Vallée du Richelieu et Roussillon avec des taux de chômage respectifs de 3,9 %, 4,8 % et 5,2 %.

Taux de chômage dans les MRC de la Montérégie, 1996 et 2001

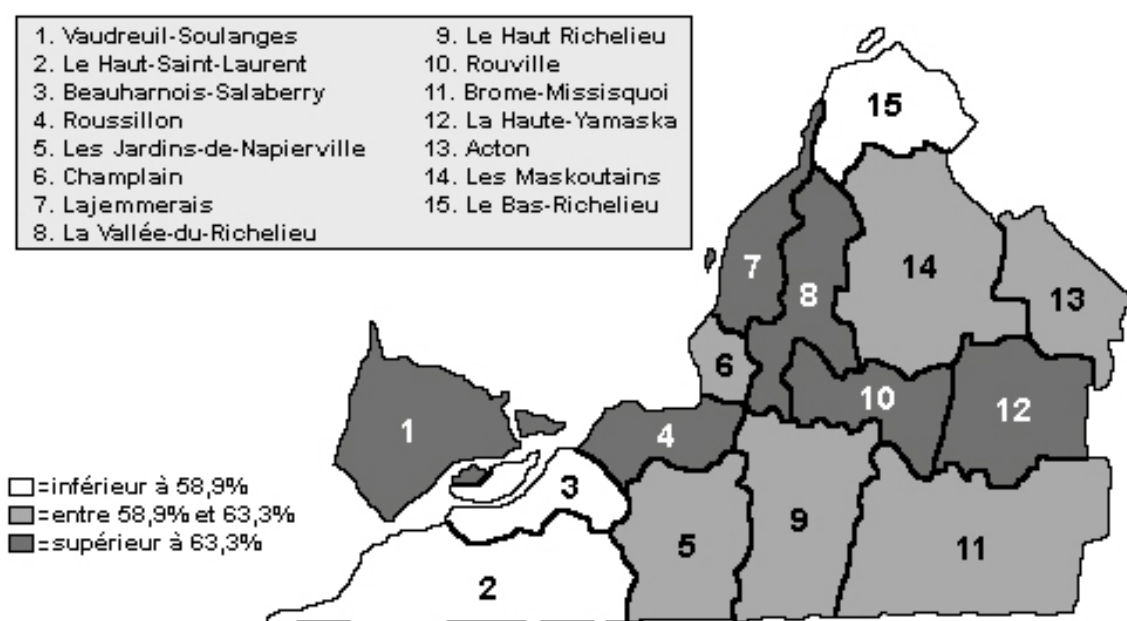


Source : Statistique Canada, Recensements 1996 et 2001

La carte suivante de la Montérégie permet d'ailleurs de constater les disparités importantes qui existent entre les MRC au chapitre des taux d'emploi qui mesurent la proportion de la population d'âge actif qui occupe un emploi. Malgré l'amélioration constatée dans les conditions du marché du travail régional, le taux d'emploi dans l'agglomération de Longueuil (62,5 %) demeurait en 2001 inférieur à celui de la Montérégie (63,3%) et en particulier à ceux des autres MRC de la couronne immédiate de Montréal.

Taux d'emploi dans les MRC de la Montérégie en 2001

Taux d'emploi dans les MRC de la Montérégie, en 2001



Source : Statistiques Canada, Recensement 2001

Le dynamisme du marché du travail dans les MRC de la couronne-sud de Montréal, particulièrement celles de Lajemmerais et de La Vallée-du-Richelieu, ressort nettement du dernier Bulletin de l'Institut de la Statistique du Québec qui classe la MRC Lajemmerais au 1^{er} rang des MRC du Québec et celle de La-Vallée-du-Richelieu au 7^e rang en ce qui concerne le plus haut taux de travailleurs⁸ en 2003, avec des taux respectifs de 82,2 % et de 79,7 %.⁹ Ces deux MRC occupent les premiers rangs tant chez les hommes que chez les femmes avec des taux respectifs de 87,0 % et de 77,2 % pour Lajemmerais et de 84,1 % et de 75,3 % pour la Vallée-du-Richelieu.

⁸ Le taux de travailleurs est le rapport entre le nombre de travailleurs et la population de 25-64 ans.

⁹ Institut de la Statistique du Québec, *Évolution du nombre de travailleurs dans les MRC*, Bulletin Flash, Octobre 2005.

5.2 Mobilité de la main-d'œuvre

Il convient de souligner que l'évolution des conditions d'emploi des résidents de l'agglomération de Longueuil est fortement influencée par l'évolution des conditions économiques de la région de Montréal puisqu'une forte proportion de la main-d'œuvre locale se déplace pour occuper un emploi en dehors de son lieu de résidence.

Le tableau suivant présente la répartition des résidents des MRC de la Montérégie occupant un emploi selon leur lieu de travail. Ce tableau fait nettement ressortir la très forte proportion des travailleurs des MRC de la couronne-sud qui occupent un emploi à l'extérieur de leur lieu de résidence. Ainsi, 64 % des résidents de la MRC de Champlain travaillaient à l'extérieur de la MRC alors que seulement 36 % travaillaient sur son territoire, soit 19 % dans leur municipalité ou arrondissement et 16 % dans une autre municipalité ou arrondissement de la MRC.

Lieu de travail des résidents des MRC de la Montérégie, 2001

	Dans la SDR ¹	Hors SDR mais dans la DR ²	Hors DR ou hors MRC
Québec	33,5	33,6	32,9
Montérégie	23,6	22,0	54,4
Acton	34,5	20,0	45,4
Beauharnois-Salaberry	31,5	29,6	38,9
Brome-Missisquoi	35,1	32,3	32,7
Champlain	19,4	16,5	64,1
La Haute-Yamaska	40,0	38,5	21,4
La Vallée-du-Richelieu	14,8	15,7	69,4
Lajemmerais	21,4	13,4	65,2
Le Bas-Richelieu	47,1	24,3	28,6
Le Haut-Richelieu	27,4	35,4	37,2
Le Haut-Saint-Laurent	23,5	27,2	49,3
Les Jardins-de-Napierville	25,3	21,6	53,1
Les Maskoutains	37,7	40,1	22,2
Roussillon	15,5	15,8	68,8
Rouville	23,7	18,2	58,2
Vaudreuil-Soulanges	13,0	20,5	66,5

¹ SDR = Subdivision de recensement. Correspond à une municipalité ou l'équivalent tel un arrondissement.

² DR = Division de recensement, Correspond à un regroupement de municipalités tel une MRC.

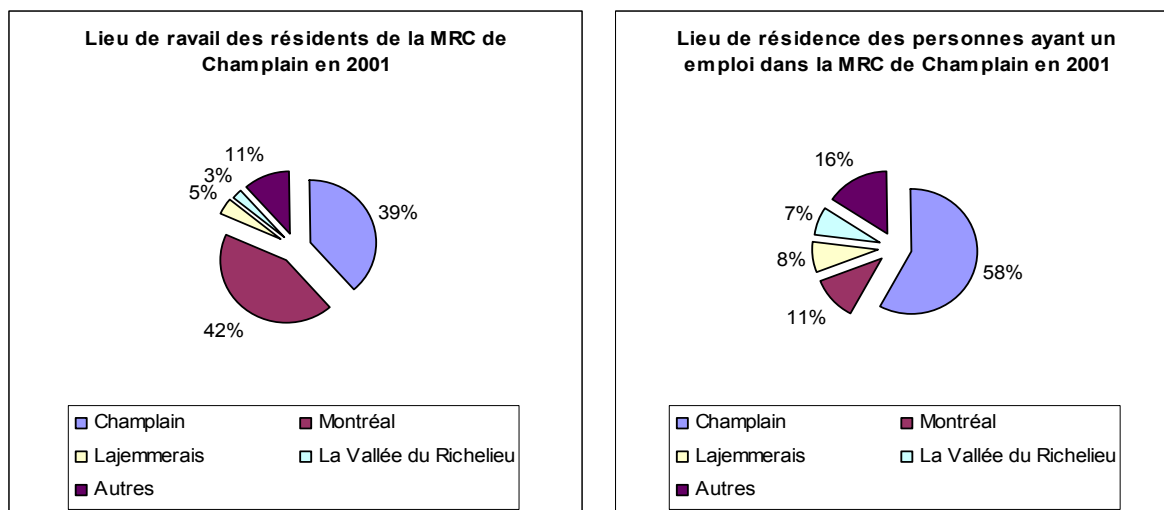
Source : Statistique Canada, Recensement 2001.

Les données compilées par Emploi-Québec, à partir des données du recensement de 2001, fournissent un éclairage additionnel sur la situation de l'emploi et la mobilité de la main-d'œuvre dans la MRC de Champlain.

On constate qu'en 2001, il y avait 156 775 résidents de la MRC de Champlain qui occupaient un emploi mais seulement 105 000 emplois localisés sur le territoire de la MRC. Près de 61 % des résidents de la MRC travaillaient hors du territoire de la MRC dont 42 % à Montréal. Par ailleurs,

plus de 44 000 personnes ne résidant pas dans la MRC y occupaient un emploi, dont près de 12 000 provenaient de Montréal.

Personnes en emploi selon leur lieu de résidence et leur lieu de travail en 2001



Source : Statistique Canada, Recensement 2001

5.3 Croissance de l'emploi

Le tableau suivant présente l'évolution de l'emploi dans l'agglomération de Longueuil et les MRC voisines de la couronne-sud de Montréal au cours de la période 1991-2001 ainsi que pour la Montérégie et le Québec dans son ensemble. Au cours de cette période, l'agglomération de Longueuil affiche l'une des plus faibles performances de toute la Montérégie avec un taux de croissance de l'emploi de seulement 2,5 % comparativement à des taux de 34,1 % pour la MRC de Lajemmerais, de 24,8 % pour celle de La Vallée-du-Richelieu et de 22,4 % pour celle de Roussillon. Parmi les 15 MRC de la Montérégie, seule celle du Bas-Richelieu affiche une pire performance avec un recul de l'emploi de 1,6 %.

Évolution de l'emploi de l'agglomération de Longueuil et des MRC de la couronne-sud de Montréal, 1991-2001

MRC	Emplois			Variation en %		
	1991	1996	2001	1991-1996	1996-2001	1991-2001
Québec	3 110 795	3 119 130	3 434 265	0,2	10,1	10,4
Montérégie	570 335	586 075	642 460	2,8	9,6	12,6
Longueuil	184 425	179 240	189 050	-2,8	5,5	2,5
Lajemmerais	26 360	30 700	35 340	16,5	15,1	34,1
La Vallée-du-Richelieu	41 195	45 620	51 395	10,7	12,7	24,8
Roussillon	56 040	63 660	71 045	9,7	11,6	22,4

Source : Statistique Canada, Recensement 1991, 1996 et 2001. Ajustements territoriaux du MDERR.

5.4 Le marché du travail selon les groupes d'âge

Le taux de chômage a diminué chez tous les groupes d'âge mais surtout chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans, pour lesquels le taux est passé de 15,3 % à 10,1 % grâce à une forte croissance de l'emploi (hausse de l'emploi de 8,0 % entre 1996 et 2001 et progression du taux d'emploi de 8,3 points de pourcentage). Malgré l'amélioration la plus marquée parmi tous les groupes d'âge, ce groupe présentait encore le plus haut taux de chômage avec un taux supérieur à 10 % en 2001.

Emplois et taux de chômage selon l'âge, 1996 et 2001

Groupes d'âge	Emplois			Taux d'emploi			Taux de chômage		
	1996	2001	Variation en %	1996	2001	Variation	1996	2001	Variation
15-29	42845	46265	8,0	55,3	63,6	8,3	15,3	10,1	-5,2
30-44	73215	69335	-5,3	78,4	82,8	4,4	8,0	5,4	-2,6
45-54	45815	49735	8,6	76,6	79,9	3,3	7,0	4,6	-2,4
55-64	15545	21515	38,4	44,0	49,6	5,6	8,4	5,5	-2,9
15-64	179240	189050	5,5	59,8	62,5	2,7	9,7	6,4	-3,3

Source : Statistiques Canada, Recensements 1996 et 2001.

L'emploi a progressé pour chacun des groupes d'âge, sauf pour celui des 30 à 44 ans où l'emploi a reculé de 5,3 % (-0,6 % en Montérégie). Le recul de l'emploi chez les personnes âgées de 30 à 44 ans s'explique principalement par le passage d'une proportion importante des personnes de ce groupe d'âge au groupe suivant de sorte qu'on observe une baisse marquée de la population en emploi dans ce groupe. D'ailleurs, le groupe des 30-44 ans présente le taux d'emploi le plus élevé et l'un des plus bas taux de chômage.

Les conditions sur le marché du travail se sont également améliorées pour les aînés (55 à 64 ans). Par contre, leurs taux d'activité et d'emploi sont nettement inférieurs à la moyenne.

5.5 Nombre de prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi

Selon les données d'Emploi-Québec, le nombre moyen de prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi aptes au travail atteignait respectivement 10 553 et 6 938 dans l'agglomération de Longueuil en 2002. Il faut noter que le nombre de prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail, qui sont assimilables aux chômeurs de longue durée, représentait 33,4 % de tous les prestataires de la Montérégie. L'importance relative de ce nombre reflète la faible employabilité de ces prestataires, dans une ville où la demande de main-d'oeuvre est caractérisée par des profils de compétences qui sont plus relevés que pour l'ensemble de la Montérégie.

Le rapport d'Emploi-Québec fait ressortir un certain nombre d'autres points importants¹⁰ :

- les prestataires sont en majorité des hommes (55,7 % vs 56,3 % en Montérégie);

¹⁰ Emploi-Québec, Direction régionale de la Montérégie : *Portrait du marché du travail, Ville de Longueuil*, Février 2004.

- près d'un prestataire sur deux n'a pas terminé son secondaire V (55,5 % en Montérégie), alors que les prestataires qui ont un diplôme postsecondaire forment seulement 12,5 % de la clientèle;
- un peu plus du tiers des prestataires sans contraintes à l'emploi (37 %) sont dépendants du régime depuis plus de dix ans et 50 % cumulent entre un et dix ans à l'assistance-emploi;
- près de 13 % d'entre eux cumulent moins d'un an, comparativement à 10 % en Montérégie;
- dans la mesure où la croissance de l'emploi (+5,5 %) dans la ville de Longueuil entre 1996 et 2001 a été inférieure à celle de l'ensemble de la Montérégie (+9,7 %), la concurrence pour l'emploi a été plus difficile pour les prestataires de l'assistance-emploi;
- une forte proportion de prestataires sans contraintes à l'emploi n'ont pas terminé leur secondaire V, ce qui risque de rendre difficile leur retour rapide en emploi.

5.6 Postes vacants et intentions d'embauche¹¹

Plus de 4 000 postes vacants dans l'agglomération de Longueuil

Au printemps 2003, selon l'Enquête sur la demande et les problématiques de main-d'oeuvre des employeurs, réalisée par Emploi-Québec auprès des entreprises de la Montérégie de cinq employés et plus, il y avait 4 125 postes vacants et 7 007 intentions d'embauche dans les entreprises de l'agglomération de Longueuil.

La valeur relative de la demande de main-d'oeuvre dans l'agglomération de Longueuil par rapport à l'ensemble de la Montérégie (37,5 %) est supérieure au poids des personnes occupées (29,4 %). Le regroupement des arrondissements de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville avec la MRC de Champlain semble avoir contribué au relèvement de la demande de main-d'oeuvre dans la nouvelle ville. En effet, historiquement, la demande de main-d'oeuvre dans la MRC de Champlain était inférieure au poids de ses personnes occupées.

La demande de main-d'oeuvre se manifeste surtout dans les groupes professionnels des métiers, transport et machinerie (30,8 % de la demande), de la vente et services (27,8 %), des arts, de la culture, des sports et des loisirs (10,4 %) et de la santé (8,8 %). La demande de main-d'oeuvre dans l'industrie manufacturière est relativement faible à moyen terme dans la ville de Longueuil comparativement à la Montérégie.

Les emplois en demande exigent des compétences de niveau technique et intermédiaire

Selon les données de l'enquête d'Emploi-Québec, les plus grands nombres d'emplois disponibles sont tous concentrés dans les professions exigeant des compétences des niveaux technique et intermédiaire. La part de la demande pour les postes élémentaires (21,0 %) est proportionnellement beaucoup moins importante que pour l'ensemble de la Montérégie alors que la demande pour les emplois de niveau universitaire (9,0 %) est proportionnellement une fois et demie plus élevée que pour l'ensemble de la Montérégie (6,6 %).

Les postes vacants et les intentions d'embauche selon le niveau de compétence nous renseignent sur les niveaux de compétence professionnelle attendus dans les postes offerts par les entreprises.

¹¹ Cette section est tirée du rapport de Février 2004 d'Emploi-Québec.

Ici, Emploi-Québec constate que la prépondérance de l'emploi dans le secteur tertiaire favorise une demande de main-d'oeuvre exigeant plus de qualifications que dans l'ensemble de la Montérégie. À la lumière des résultats de l'Enquête sur la demande et les problématiques de main-d'oeuvre des employeurs, on peut penser que les perspectives d'embauche pour les postes nécessitant des compétences des niveaux technique et intermédiaire ainsi que pour les postes faisant appel à des compétences de niveau professionnel seront plutôt bonnes dans l'agglomération de Longueuil.

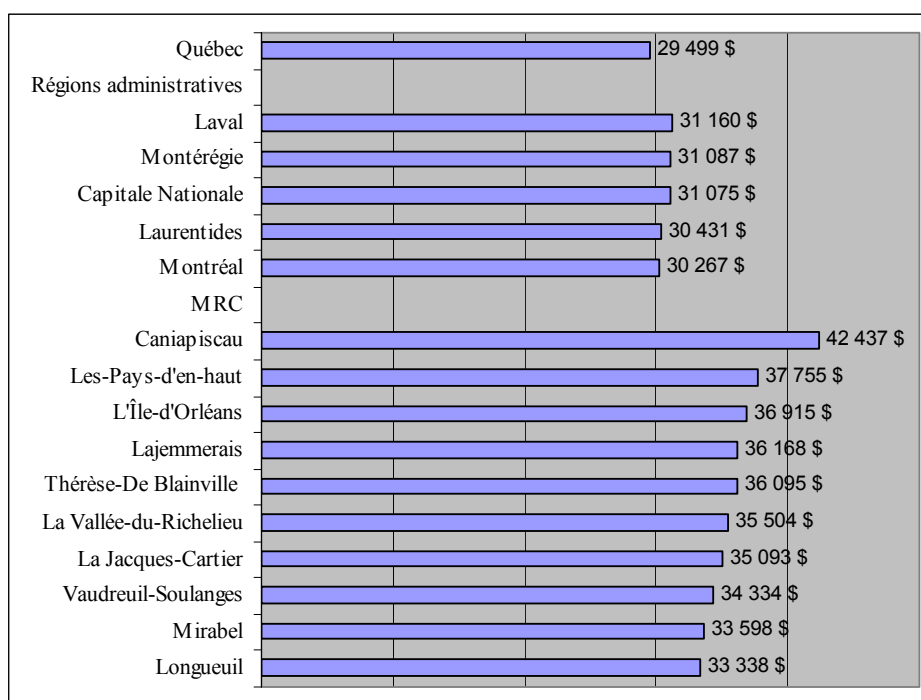
6 PROFIL DES REVENUS

6.1 Revenu personnel par habitant

En 2005, le revenu personnel par habitant dans l'agglomération de Longueuil atteignait 33 338 \$. Il était de 13 % supérieur à celui de l'ensemble du Québec et de 7 % supérieur à celui de la Montérégie.

Il est intéressant de constater que la Montérégie occupait, après Laval, le 2^e rang des régions administratives du Québec en ce qui concerne le revenu personnel par habitant. On note également qu'avec les MRC de Lajemmerais et de la Vallée du Richelieu, l'agglomération de Longueuil fait partie des dix MRC au Québec affichant le revenu personnel par habitant le plus élevé en 2005.

Revenu personnel par habitant en 2005



Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales, 2006

6.2 Revenus d'emploi

Le tableau suivant présente les principales composantes du revenu personnel par habitant pour l'agglomération de Longueuil

Principales composantes du revenu personnel par habitant, agglomération de Longueuil, 2005¹

	\$	%
Revenu personnel	33338	100,0
Revenu personnel disponible	24379	73,1
Revenu d'emploi	25501	76,5
Revenu de placement	3766	11,3
Transferts des administrations publiques	3927	11,8

¹ Selon le découpage géographique au 31 décembre 2002.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses, Comptes économiques provinciaux.

En 2005, les revenus d'emploi représentaient 76,5 % du revenu personnel par habitant dans l'agglomération de Longueuil comparativement à 75,8 % dans la région administrative de la Montérégie, à 68,1 % dans celle de Montréal, à 74,2 % dans celle de Laval et à 72,7 % pour l'ensemble du Québec.

Les transferts courants des administrations publiques aux particuliers, la seconde composante en importance du revenu personnel, représentaient 11,8 % du revenu personnel à Longueuil comparativement à 15,5 % dans la région administrative de Montréal et à 15,4 % au Québec dans son ensemble.

En 2003, le revenu d'emploi moyen des femmes représentait 65,9 % de celui des hommes, un écart moins important que dans les MRC voisines.

Revenu d'emploi moyen des travailleurs, selon le sexe, CRÉ de Longueuil et certaines MRC de la Montérégie, 2003

MRC et TE	Total	Hommes	Femmes	Femmes en % du total
Longueuil	43957	52631	34710	65,9
Lajemmerais	44130	54303	32565	60,0
La Vallée-du-Richelieu	41862	50677	32120	63,4
Roussillon	41018	49089	32122	65,4

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses, Comptes économiques provinciaux.

6.3 Indice de dépendance économique

En 2003, le total des transferts gouvernementaux s'élevait à 14,17 \$ par 100 \$ de revenu d'emploi dans l'agglomération de Longueuil comparativement à 19,32 \$ pour le Québec dans son ensemble. Les transferts gouvernementaux y étaient de 27 % inférieurs à la moyenne provinciale, ce qui se traduisait par un indice de dépendance économique de 73. L'agglomération de Longueuil bénéficie également d'une situation avantageuse par rapport à Laval et à Montréal.

Il convient de noter que la Montérégie affichait en 2003, après l'Outaouais, le plus faible indice de dépendance économique des régions administratives du Québec. La MRC de Lajemmerais, dont la principale municipalité est Sainte-Julie, avait un rapport de dépendance économique de 8,3 seulement, c'est-à-dire que les transferts gouvernementaux ne représentaient que 8,30 \$ par 100 \$ de revenu d'emploi.

Transferts gouvernementaux (\$ par 100 \$ de revenu d'emploi) en 2003

Transferts gouvernementaux	Longueuil	Montérégie	Montréal	Laval	Québec
Transferts totaux	14,17	15,74	19,91	16,14	19,32
Assurance-emploi	1,89	2,32	2,11	2,15	2,88
TPS	0,45	0,49	0,71	0,49	0,62
Prestation fiscale pour enfants	1,08	1,31	1,52	1,28	1,48
Sécurité de la vieillesse	4,02	4,39	6,02	4,91	5,53
Pension du Canada ou RRQ	4,40	4,57	5,40	4,94	5,20
Indemnités des accidents de travail	0,52	0,79	0,63	0,77	0,94
Assistance sociale	1,20	1,21	2,52	0,97	1,84
Crédits d'impôts remboursables/ allocations familiales	0,61	0,67	0,99	0,64	0,83
Indice de dépendance économique ¹	73,3	81,5	103,1	83,5	100

¹ Dans une région, le rapport de dépendance économique représente les paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ du revenu d'emploi total de la région. L'indice de dépendance économique provincial correspond au rapport de dépendance économique (RDE) d'une région exprimé en pourcentage du RDE de la province. Cet indice peut être supérieur à 100, il signifie alors que le RDE de la région est supérieur au RDE de l'ensemble du Québec.

Source : Statistique Canada, Division des données régionales et administratives, Profils de dépendance économique, 2005.

6.4 Familles à faible revenu

En 2003, il y avait 23 710 familles et personnes à faible revenu dans l'agglomération de Longueuil, une augmentation de 6,5 % depuis 1999. Il s'agit de la plus forte augmentation parmi les 15 MRC de la Montérégie. Durant la même période, les MRC voisines de Lajemmerais, de la Vallée-du-Richelieu et de Roussillon ont enregistré des variations respectives de -5,2 %, 1,1 % et -0,6 %.

Nombre de familles à faible revenu selon le type de familles, Longueuil, 1999 et 2003 ¹

Type de familles	1999	2003	Variation 1999-2003
Familles comptant un couple	4980	5640	13,3
Sans enfants	1960	2290	16,8
Avec 1 enfant	1100	1280	16,4
Avec 2 enfants	1120	1170	4,5
Avec 3 enfants et plus	810	910	12,3
Familles monoparentales	4550	4460	-2,0
Avec 1 enfant	2440	2360	-3,3
Avec 2 enfants	1430	1350	-5,6
Avec 3 enfants et plus	680	750	10,3
Personne hors familles ²	12740	13610	6,8
Total	22270	23710	6,5

¹ Selon la mesure du faible revenu basée sur 50 % du revenu familial médian québécois après impôt. Notons également que le revenu médian est ajusté en fonction de la taille de la famille.

² Personne n'appartenant pas à une famille comptant un couple ou à une famille monoparentale

Source : Statistique Canada, Division des données régionales et administratives, *Données sur les familles*, 2005. Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

7 PROFIL DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

7.1 Structure d'activité

Il n'existe malheureusement pas de données récentes sur la structure des activités économiques de l'agglomération de Longueuil. Les seules données disponibles datent de 2001 et portent sur la répartition de l'emploi localisé dans la MRC de Champlain, qui exclut les villes de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville.¹² Il faut donc tenir compte du fait que ces données sous-estiment le nombre d'emplois dans les divers secteurs de l'activité économique de l'agglomération de Longueuil.

Emplois localisés dans la MRC de Champlain selon le secteur d'activité économique en 2001

Secteur d'activité	Champlain		Part de la MRC en Montérégie	Montérégie	
	Nombre	%		Nombre	%
Primaire	545	0,5	2,5	21 385	4,8
Construction	3175	3,0	21,8	14 560	3,2
Fabrication	17 835	17,0	17,2	103 465	22,9
Services	8 3495	79,5	26,7	312 545	69,2
Total	10 5025	100,0	23,2		100,0

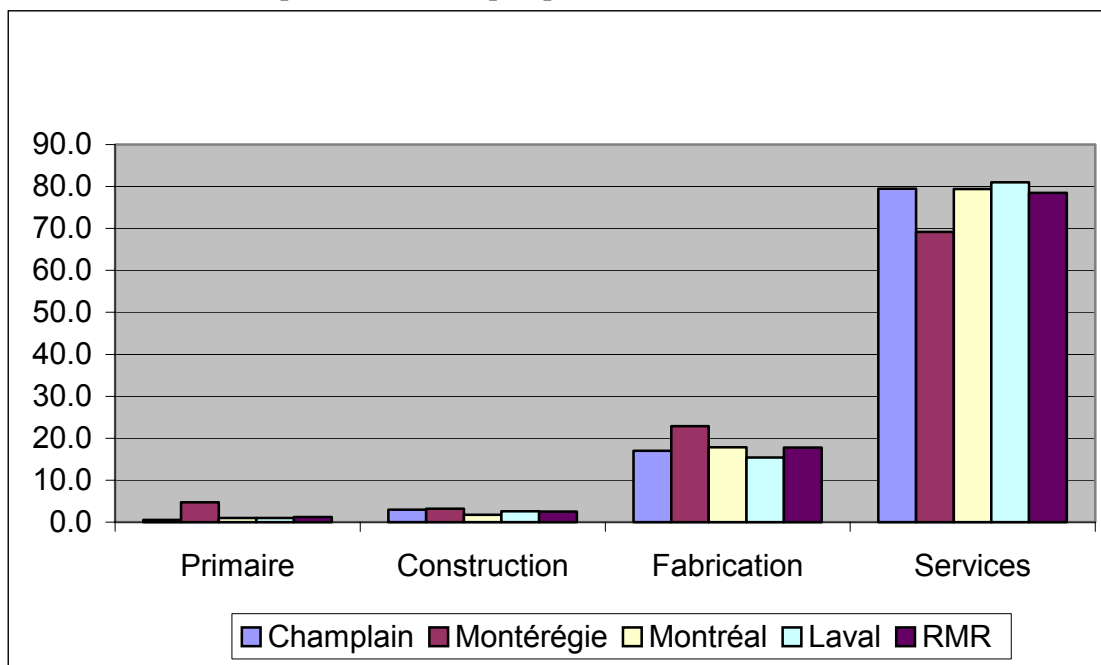
Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, Compilation d'Emploi-Québec.

La structure d'activité économique de la MRC se démarque sensiblement de celle de la Montérégie. En effet, elle est fortement axée sur le secteur tertiaire qui représentait, en 2001, 79,5 % des emplois locaux comparativement à 69,2 % en Montérégie. L'industrie de la fabrication ne représentait que 17,0 % des emplois contre 23,9 % en Montérégie. Le secteur primaire était pratiquement absent avec seulement 0,5 % des emplois. Le secteur de la construction comptait pour 3,0 % de l'emploi.

Bien que très différente de celle de la Montérégie, la structure d'activité économique de la MRC est typique des régions fortement urbanisées où on observe une forte prépondérance des emplois dans le commerce, la santé, les services d'enseignement, les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans l'hébergement et les services de restauration. En ce sens, elle s'apparente sensiblement à celle de la Région métropolitaine et à celles des villes de Montréal et de Laval.

¹² Les données que nous avons utilisées dans cette section sont celles qui ont été compilées par Emploi-Québec. Ces données sont celles du recensement de 2001. Ces données rendent mieux compte de la structure de l'activité économique que celles portant sur la répartition des personnes occupant un emploi dans l'agglomération de Longueuil puisqu'une forte proportion de celles-ci travaillent à l'extérieur de l'agglomération. Ainsi, il y avait, en 2001, 156 775 résidents de la MRC qui occupaient un emploi mais près de 61 % d'entre eux travaillaient hors du territoire de la MRC. Par ailleurs, plus de 44 000 personnes ne résident pas dans la MRC y occupaient un emploi de sorte qu'il y avait environ 105 000 emplois localisés sur le territoire de l'agglomération.

Répartition de l'emploi par secteurs d'activité en 2001



Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, Compilation d'Emploi-Québec.

7.2 Secteur primaire

Même si le tiers de son territoire est désigné comme zone agricole, le secteur primaire est peu présent dans la MRC de Champlain, en raison notamment de son caractère fortement urbain et de la sous-exploitation de sa zone agricole. La MRC de Champlain ne générait que 2,5 % de tous les emplois du secteur primaire de la Montérégie. On n’y trouvait que 545 emplois soit seulement 0,5% de l’emploi local comparativement à près de 5,0 % en Montérégie.

Plus de 60 % des emplois du secteur primaire sont directement reliés aux services d’utilité publique.¹³ L’agriculture ne comptait que 150 emplois dans la MRC de Champlain. L’ajout des emplois agricoles localisés dans les villes de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville ferait sans doute augmenter ce chiffre mais de façon peu substantielle. Selon les données présentées dans le Schéma d’aménagement et de développement de Longueuil, il y avait 57 fermes sur le territoire de l’agglomération de Longueuil. On doit également noter qu’il y avait 60 emplois dans le secteur de l’extraction auxquels il faudrait ajouter les emplois reliés à l’exploitation de la carrière de Saint-Bruno-de-Montarville.

¹³ Selon la classification industrielle de l’Amérique du nord, les services d’utilité publique sont regroupés avec le secteur primaire. Ces services comprennent la production et la distribution d’énergie et le traitement et la distribution d’eau.

7.3 Secteur de la fabrication

7.3.1 La structure des activités de fabrication

En 2001, le secteur de la fabrication de l'ancienne MRC de Champlain regroupait près de 18 000 emplois, avec 53,3 % des emplois concentrés dans trois secteurs industriels soit la fabrication de matériel de transport (33,6 %), la fabrication d'aliments (11,3 %) et l'impression (8,5 %). Ces données excluent cependant les villes de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville.

Il existe cependant des données plus récentes compilées par DEL Export qui portent sur les entreprises manufacturières de l'agglomération de Longueuil en 2005. Ces données sont présentées au tableau suivant.

Selon ces données, il y avait, en 2005, 666 entreprises manufacturières sur le territoire de l'agglomération de Longueuil qui comprend également les villes de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville. Ces entreprises employaient près de 30 000 personnes dont plus d'une vingtaine employaient plus de 200 personnes.

Répartition des entreprises et des emplois dans le secteur de la fabrication de l'agglomération de Longueuil en 2005

Secteurs d'activité	Entreprises		Emplois	
	n	%	n	%
Fabrication d'aliments	46	6,9	3748	12,6
Fabrication de boissons et de produits du tabac	2	0,3	10	0,0
Usines de produits textiles	13	2,0	219	0,7
Fabrication de vêtements	15	2,3	136	0,5
Fabrication de produits en bois	11	1,7	448	1,5
Fabrication du papier	9	1,4	405	1,4
Impression et activités connexes de soutien	63	9,5	2812	9,5
Fabrication de produits chimiques	53	8,0	3467	11,7
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	27	4,1	1204	4,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	32	4,8	1168	3,9
Première transformation des métaux	14	2,1	623	2,1
Fabrication de produits métalliques	92	13,8	2329	7,9
Fabrication de machines	79	11,9	2463	8,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques	42	6,3	1379	4,6
Fab. de matériel, d'appareils et de composants électriques	26	3,9	1195	4,0
Fabrication de matériel de transport	41	6,2	5700	19,2
Fabrication de meubles et de produits connexes	51	7,7	1375	4,6
Activités diverses de fabrication	50	7,5	986	3,3
Total fabrication	666	100,0	29 667	100,0

Source : DEL Export, Répertoire 2005-2006 des entreprises manufacturières de la ville de Longueuil, édition 2005.

Il convient de noter que la structure d'activités industrielles est relativement diversifiée avec plus de 50 entreprises dans la moitié des secteurs industriels présents sur le territoire. En termes d'emplois cependant, la structure d'activité manufacturière est dominée par quatre secteurs industriels qui représentent plus de 53 % du nombre total d'emplois.

Avec 5 700 emplois, **le secteur du matériel de transport** constituait le principal secteur d'activité manufacturière. Il représentait près de 20 % de tous les emplois manufacturiers. Ce secteur comprend l'industrie aérospatiale et celle du matériel de transport terrestre. L'industrie aérospatiale, une composante importante de la grappe aérospatiale de la CMM, joue un rôle prépondérant dans l'économie de Longueuil, dont elle constitue l'un des maillons les plus importants. Cette industrie compte près d'une trentaine d'entreprises dont plusieurs sont considérées comme des chefs de file en aérospatiale (Pratt & Whitney Canada, Héroux-Devtek). L'industrie du transport terrestre, principalement celle des pièces d'automobiles, représente également une assise industrielle clé avec la présence de plusieurs chefs de file dont Avestor, Madvac, Industries Spectra Premium et Novacentre Technologie.

Avec plus de 3 700 emplois manufacturiers, **l'industrie des aliments** constitue le deuxième secteur industriel en importance dans la structure d'activité manufacturière de l'agglomération. Elle constitue le cœur de la filière agroalimentaire. On retrouve dans la région plusieurs entreprises majeures dans une diversité de secteurs de transformation : boulangerie, pâtisserie et biscuiterie (Aliments Dare, Bridor, Boulangeries Weston, Fromages Côté, Pillsbury-General Mills), produits laitiers (Danone Canada), de même que viande et volaille (Groupe Olymel).

L'industrie des produits chimiques représente le troisième secteur en importance avec plus de 50 entreprises employant près de 3 500 personnes. On note en particulier la présence de l'entreprise Sico et de sa division Mulco qui ensemble emploient plus de 1 000 personnes.

L'industrie de l'imprimerie et de l'édition représente le quatrième secteur en importance. On y note la présence d'entreprises majeures tel Le Groupe transcontinental qui constitue un chef de file mondial dans ce secteur.

7.3.2 Les principales entreprises manufacturières

L'agglomération de Longueuil compte une vingtaine d'entreprises manufacturières de 200 employés et plus. On retrouve dans ces entreprises plus de 11 000 emplois. Elles oeuvrent dans différents secteurs d'activités mais principalement dans le secteur de la fabrication d'aliments qui compte 7 entreprises représentant plus de 2 300 emplois. Le secteur de l'aérospatiale compte deux entreprises de cette taille qui totalisent plus de 4 400 emplois. Le tableau suivant présente la liste de ces entreprises.

Principales entreprises manufacturières de l'agglomération de Longueuil en 2005

Nom	SCIAN ¹	Secteur d'activités	Nombre d'emplois
Pratt & Whitney Canada	336410	Produits aérospatiaux	4000
Sico Inc.	325510	Fabrication de peintures	1050
Fromage Côté S.A.	311515	Fabrication de fromages	500
Industries Spectra Premium	336390	Pièces automobiles	494
Héroux-Devtek	336410	Produits aérospatiaux	425
Sabex 2000 Inc.	325410	Produits pharmaceutiques	410
Imprimerie Transcontinental	323119	Imprimerie	400
Bridor Inc.	311814	Produits de boulangerie	350
Danone Inc.	311511	Produits laitiers	350
Transcontinental Interweb	323119	Imprimerie	345
Boulangerie Weston Québec	311814	Produits de boulangerie	325
F.L.Smith of Canada	333299	Presses et imprimantes	320
Avestor Inc.	335910	Fabrication de batteries et de piles	300
Exceldor Coopérative agricole	311615	Transformation de la volaille	290
Aliments Dare	311821	Fabrication de biscuits	269
Bois et placages généraux Ltée	321111	Scieries	250
General Mills Pillsbury	311814	Produits de boulangerie	228
Mittal	331110	Sidérurgie	227
Bélangier Laminés Inc.	337110	Armoires et comptoirs de cuisines	200
Confab Laboratories Inc.	325410	Produits pharmaceutiques	200
Laboratoires Summum	339110	Fournitures et matériel médicaux	200
Total des entreprises précédentes			11343

¹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Source : DEL Export, Répertoire 2005-2006 des entreprises manufacturières de la ville de Longueuil, édition 2005.

7.3.3 Répartition géographique des entreprises et des emplois manufacturiers

Le tableau suivant présente la répartition de l'activité manufacturière parmi les villes et arrondissements de l'agglomération de Longueuil. On constate qu'avec environ 35 % des emplois chacun, l'arrondissement du Vieux-Longueuil et la ville de Boucherville dominent nettement le classement. Pratt & Whitney Canada et Héroux-Devtek représentent à eux seuls près de 4 500 emplois dans le Vieux-Longueuil. On dénombre également un nombre élevé d'entreprises dans l'arrondissement de Saint-Hubert.

Répartition géographique des entreprises et des emplois manufacturiers en 2005

Villes et arrondissements	Entreprises		Emplois	
	nombre	%	Nombre	%
Boucherville	186	27,9	10321	34,8
Brossard	79	11,9	1892	6,4
Saint-Bruno-de-Montarville	45	6,8	1761	5,9
Greenfield Park	7	1,1	85	0,3
Le Moyne	12	1,8	220	0,7
Saint-Hubert	150	22,5	4062	13,7
Saint-Lambert	18	2,7	540	1,8
Vieux-Longueuil	173	26,0	10816	36,5
Total	666	100,6	29667	100,1

Source : DEL Export, Répertoire 2005-2006 des entreprises manufacturières de la ville de Longueuil, édition 2005.

7.3.4 Les entreprises innovantes¹⁴

Nous présentons dans cette section les principaux résultats de l'enquête réalisée en 2004 auprès de 822 entreprises manufacturières et de services de la Montérégie dans le cadre du Bilan scientifique et technologique de la Montérégie.

Même si les informations fournies par ces études portent principalement sur la situation qui prévaut pour la Montérégie dans son ensemble, il est possible de cerner, à partir de renseignements complémentaires fournis par les auteurs, quelques éléments spécifiques à l'agglomération de Longueuil.

Ces renseignements indiquent que les entreprises de l'agglomération de Longueuil sont relativement innovantes par rapport aux autres régions de la Montérégie mais qu'elles le sont moins que celles d'autres régions du Québec, notamment celles de la région située au nord de Montréal. Ainsi, alors qu'on établit à 63,0 % la proportion des entreprises innovantes en Montérégie, ce pourcentage atteint 70,2 % dans l'agglomération de Longueuil mais 74,9 % à Laval, 77,4 % dans Lanaudière et 81,5 % dans les Laurentides.

¹⁴ Cette section est tirée du rapport de Valotech, *Bilan scientifique et technologique 2004, Perspectives pour le développement cohérent des entreprises innovantes de la Montérégie, Sommaire exécutif*, Mars 2005.

Le tableau suivant présente les filières où on retrouve les proportions les plus élevées d'entreprises innovantes dans l'agglomération de Longueuil et en Montérégie.

Pourcentage d'entreprises innovantes dans certains secteurs industriels, en %

Filières industrielles	Agglomération de Longueuil	Montérégie
Aéronautique	87,5 %	85,3 %
Matériel de transport	75,0 %	81,2 %
Biotechnologies	66,7 %	76,3 %
Technologies de l'information	81,8 %	73,3 %
Chimie, plastiques et caoutchouc	73,6 %	71,2 %
Bioalimentaire	82,4 %	69,9 %
Impression	86,9 %	68,7 %
Produits minéraux non métalliques	66,7 %	66,7 %
TOTAL MANUFACTURIER	74,2 %	66,2 %
Transport et entreposage	75,0 %	54,2 %

Nous n'avons malheureusement pas d'autres données pour l'agglomération de Longueuil. Nous présentons cependant certains résultats qui portent sur la Montérégie puisque ces résultats présentent un intérêt pour comprendre la problématique de l'innovation.

Les principaux constats :

- ✓ 63,0 % des entreprises ont réalisé des innovations de produits, des innovations de procédés ou des innovations de produits et de procédés simultanément au cours de la période des trois dernières années précédant l'enquête; 37,0 % des entreprises n'ont réalisé aucune innovation et 33,1 % ont réalisé des innovations mineures;
- ✓ trois entreprises sur dix (29,9 %) développent des innovations majeures de produits et de procédés;
- ✓ la propension à développer des innovations de produits et de procédés augmente avec le nombre d'employés;
- ✓ plus la taille des entreprises augmente, plus les innovations réalisées par ces dernières sont des innovations majeures ;
- ✓ il existe également des différences significatives en matière de propension à innover d'un « cluster » à l'autre et d'une région à l'autre à l'intérieur de la grande région de la Montérégie.

Les technologies de pointe : les technologies les plus fréquemment utilisées par les entreprises manufacturières de la Montérégie sont, par ordre décroissant de fréquence :

- ✓ échange électronique de fichiers : 35,1 %;
- ✓ conception/ingénierie assistée par ordinateur (CAO/IAO) : 34,8 %;
- ✓ ordinateurs exerçant un contrôle sur les activités de production : 30,0 %;
- ✓ système d'acquisition et de contrôle de données : 28,3 %;
- ✓ CAO appliquée/fabrication assistée par ordinateur (CFAO) : 28,2 %.

Les entreprises manufacturières de la Montérégie utilisent en moyenne 3,5 technologies de pointe différentes. Plus précisément : 39,0 % des entreprises manufacturières de la région n'utilisent aucune technologie avancée de production, 30,4 % en utilisent entre 1 et 5, 23,2 % entre 6 et 10 et, finalement, 6,6 % utilisent plus de 10 technologies de pointe différentes à des fins de production.

Les entreprises de quatre filières dynamiques de la région sont plus susceptibles que les autres d'utiliser plus de 10 technologies de pointe différentes dans leurs procédés de fabrication :

- ✓ biotechnologie;
- ✓ aéronautique;
- ✓ technologies de l'information;
- ✓ transport et entreposage

Les pratiques manufacturières de pointe : les pratiques de pointe les plus fréquemment utilisées par les entreprises manufacturières de l'ensemble de la Montérégie sont :

- ✓ les pratiques de gestion de la qualité visant à augmenter la qualité des produits fabriqués : 62,5 %;
- ✓ les pratiques de production sur demande pour améliorer les dates de livraison : 55,9 %;
- ✓ les pratiques d'aménagement des postes de travail visant à diminuer les accidents de travail : 52,7 %;
- ✓ les pratiques d'aménagement des postes de travail visant à augmenter la productivité des travailleurs : 52,1 %;
- ✓ les pratiques de production sur demande pour diminuer les ruptures d'inventaires : 50,2 %.

Les obstacles à l'innovation : les cinq obstacles les plus importants rencontrés par les entreprises au moment de projets de développement et d'amélioration de produits et procédés sont les suivants :

- ✓ la difficulté de recruter des personnes qualifiées : moyenne de 1,94 sur 5 sur l'échelle de gravité;
- ✓ le coût élevé des technologies : moyenne de 1,94 sur 5 sur l'échelle de gravité;
- ✓ la petite taille du marché : moyenne de 1,69 sur 5 sur l'échelle de gravité;
- ✓ le coût d'intégration des technologies et pratiques manufacturières de pointe : moyenne de 1,62 sur 5 sur l'échelle de gravité;
- ✓ le manque de qualification du personnel interne : moyenne de 1,61 sur 5 sur l'échelle de gravité.

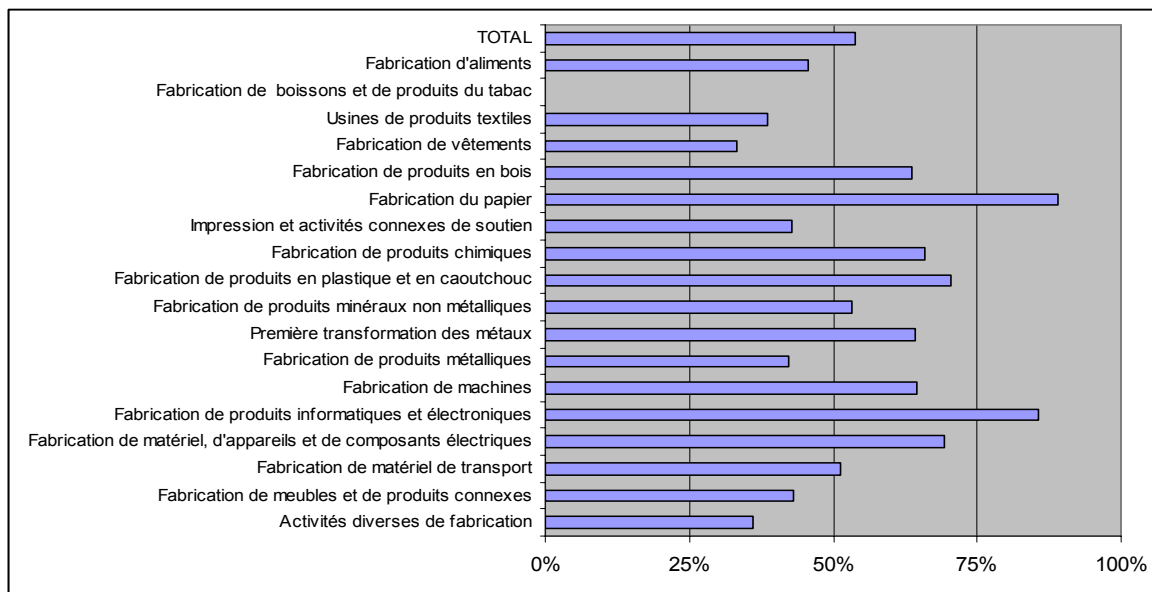
Pénuries de compétences professionnelles : 36,7 % des dirigeants d'entreprises interrogés ont indiqué avoir éprouvé des difficultés à recruter des employés ou des gestionnaires qualifiés au cours de la dernière année. Ces pénuries se répartissent entre une très large diversité de métiers et de professions. Les filières dynamiques les plus fortement éprouvées par ces pénuries sont les suivantes :

- ✓ transformation des métaux, produits métalliques ou fabrication de machines : 17,6 % des entreprises;
 - ✓ bioalimentaire : 12,9 %;
 - ✓ services aux entreprises : 12,3 %;
 - ✓ produits de la forêt, produits en bois, fabrication de meubles ou production de papier : 9,8 %;
 - ✓ construction : 6,3 %.
-

7.3.5 Les entreprises exportatrices

Selon les données compilées par DEL Export, près de 55 % des entreprises manufacturières de l'agglomération de Longueuil exportent. Le graphique suivant présente le pourcentage d'entreprises exportatrices dans les différents secteurs industriels. Ce pourcentage dépasse 50 % dans la majorité des secteurs.

Pourcentage d'entreprises exportatrices par secteurs d'activité



Source : DEL Export, Répertoire 2005-2006 des entreprises manufacturières de la ville de Longueuil, édition 2005.

7.4 Secteur tertiaire

En 2001, avec près de 80 % des emplois totaux, le secteur tertiaire dominait la structure d'activité économique de la région. Dans ce secteur, on observe une forte prépondérance des emplois dans le commerce de détail (15,9 %), la santé (12,4 %), les services d'enseignement (7,7 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (6,8 %) ainsi que dans l'hébergement et les services de restauration (6,2 %).

Bien que la part des services dans l'emploi total soit sensiblement comparable à celle de la région métropolitaine de Montréal, la région de Longueuil se démarque par une proportion plus élevée des emplois dans le commerce de détail, l'enseignement, les soins de santé et l'administration publique et une proportion plus faible dans les secteurs de l'information, des industries culturelles et de la gestion, secteurs qui sont fortement concentrés à Montréal.

Cela s'explique principalement par le fait que la majorité des emplois de la Rive-Sud de Montréal dans ces secteurs sont concentrés dans la ville de Longueuil. Ainsi, Longueuil comptait près de 17 000 emplois dans le commerce de détail, soit 16 % de tous les emplois, comparativement à 12 % pour la région métropolitaine de Montréal, et ces données n'incluent pas les emplois localisés dans les villes de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville. La présence de nombreux centres

commerciaux qui desservent un large territoire explique cette situation. Longueuil se démarque également dans le secteur des soins de santé en raison de la présence de deux hôpitaux majeurs (Charles-LeMoine et Pierre-Boucher) et dans celui de l'enseignement qui compte plusieurs établissements d'enseignement collégial (Édouard-Montpetit et Champlain) et universitaire (l'UQAM, UQTR, Laval, McGill et les universités de Sherbrooke et de Montréal). Longueuil se démarque également par rapport aux services publics offerts à la population. Plus de 76 % des emplois reliés aux administrations publiques de la Rive-Sud se trouvent sur le territoire de Longueuil.

Répartition des emplois localisés dans la MRC de Champlain dans le secteur des services en 2001

Secteurs d'activités	Champlain		QL ¹	RMR Montréal	
	nombre	%		nombre	%
Commerce de gros	5 345	5,1	0,9	96 400	5,9
Commerce de détail	16 710	15,9	1,4	190 795	11,8
Transport et entreposage	3 435	3,3	0,7	78 025	4,8
Information et industrie culturelle	1 825	1,7	0,4	63 410	3,9
Finance et assurances	3 705	3,5	0,7	76 930	4,7
Services immobiliers	1 865	1,8	1,0	28 260	1,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	7 110	6,8	0,8	130 155	8,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	45	0,0	0,4	1 935	0,1
Services administratifs et service de soutien	2 915	2,8	0,8	55 015	3,4
Services d'enseignement	8 135	7,7	1,1	111 475	6,9
Soins de santé et assistance sociale	12 985	12,4	1,2	169 920	10,5
Arts, spectacle et loisirs	1 420	1,4	0,8	27 280	1,7
Hébergement et restauration	6 540	6,2	1,1	91 770	5,7
Autres services	5 385	5,1	1,1	75 515	4,7
Administrations publiques	6 075	5,8	1,2	76 640	4,7
Total du secteur des services	83 495	79,5	1,0	1 273 525	78,5

¹ QL = Quotient de localisation. Rapport entre le poids relatif d'un secteur dans l'agglomération et son poids relatif dans la Région métropolitaine de recensement. Un QL plus grand que 1 indique qu'un secteur est plus important dans l'agglomération.

Source : *Compilations d'Emploi-Québec à partir des données du recensement de 2001 de Statistique Canada.*

8 PROFIL ENTREPRENEURIAL

8.1 La relève entrepreneuriale

L'une des conséquences du vieillissement de la population est le problème de relève notamment chez les entrepreneurs. La relève des entreprises existantes représente en effet un enjeu important dans la plupart des régions du Québec. C'est cependant en Montérégie que ce problème est le plus aigu puisque 17,9 % des propriétaires d'entreprises y ont plus de 55 ans. Bien que nous ne possédions pas de données pour l'agglomération de Longueuil, on peut supposer que la même situation y prévaut d'autant plus que la population y vieillit plus rapidement qu'ailleurs en Montérégie.

8.2 La faiblesse de l'entrepreneuriat chez les jeunes

Ce phénomène n'est pas sans inquiéter quand on considère que c'est également en Montérégie que le dynamisme entrepreneurial chez les jeunes est parmi les plus faibles des régions administratives du Québec.

Ces résultats proviennent d'une étude récente de Nathaly Riverin et Natacha Jean des HEC qui permet de dresser un portrait de l'entrepreneuriat chez les jeunes âgés entre 18 et 34 ans des régions administratives du Québec pour l'année 2004.¹⁵

Les résultats démontrent que les jeunes manifestent une ouverture sans cesse grandissante pour l'entrepreneuriat, notamment par rapport à ceux de la génération précédente des 35 à 64 ans tant sur le plan des valeurs que sur celui de la création d'entreprises. Dans cette étude, la Montérégie affiche cependant une performance qui la place loin des autres régions. Elle se classe, en effet, au 11^e rang parmi les 16 régions administratives du Québec.

Cette étude démontre que les jeunes de la Montérégie sont non seulement beaucoup moins ouverts, en termes de valeurs, à l'entrepreneuriat mais qu'ils sont également moins actifs dans la création d'entreprises que ceux de la majorité des autres régions administratives du Québec. Alors que 5,3 % des jeunes québécois étaient en train de démarrer une entreprise, seul ou avec d'autres, ce nombre n'atteignait que 3,3 % en Montérégie. Les jeunes du Centre-du-Québec (10,0 %), de Laval (9,5 %), des Laurentides (9,4 %) et de Lanaudière (8,8 %) furent près de trois fois plus actifs. Les jeunes de la Montérégie furent même moins actifs que leurs aînés (3,7 %).

Les auteurs de l'étude terminent d'ailleurs leur rapport en attirant l'attention sur la situation de la Montérégie : « *En terminant, nous pensons que la région de la Montérégie devrait également (en référence aux régions ressources) faire l'objet d'une attention particulière en matière de soutien à la culture entrepreneuriale. En général, elle se comporte de manière comparable aux régions ressources qui sont éloignées des grands centres et aux prises avec de multiples problématiques économiques. Cette région affiche les pires résultats au Québec au niveau de plusieurs variables sociales et culturelles : désirabilité d'une carrière entrepreneuriale, statut de l'entrepreneur, capacités à entreprendre, occasions d'affaires, etc. Il y a lieu de se questionner sur l'image que se*

¹⁵ Riverin, Natahly, et Natacha Jean. *L'entrepreneuriat chez les jeunes du Québec : état de la situation* (2004), Chaire d'entrepreneurship Rogers-J.A. Bombardier, HEC Montréal, Avril 2006.

font les jeunes de l'entrepreneuriat dans cette vaste région. Qu'est-ce qui explique que cette région, qui figure parmi les pôles d'attraction pour les jeunes au Québec, révèle une culture entrepreneuriale aussi faible ? Est-ce dû au fait que la majorité des jeunes qui y vivent travaillent et étudient dans la région métropolitaine ? Ceux-ci seraient-ils moins portés sur le développement de leur région d'appartenance ? Les intervenants de cette région devront réfléchir rapidement à ces questions cruciales. »

8.3 L'entrepreneuriat chez les femmes

Compte tenu de l'essor important de l'entrepreneuriat féminin (un tiers des nouvelles entreprises ont été créées par des femmes au cours des dernières années), il est essentiel de porter une attention particulière à la situation et aux enjeux qui lui sont spécifiques.

À ce sujet, une étude des besoins des entrepreneures propriétaires de micro-entreprises privées ou travailleuses autonomes de la Ville de Longueuil, réalisée en 2004 pour le CLD de Longueuil, cible certains besoins et attentes spécifiques à cette clientèle. Les résultats de cette étude permettent de dégager un portrait de l'entrepreneure longueuilloise et de son entreprise et ciblent certains constats :

- ✓ les entrepreneures ne forment pas un bloc monolithique;
- ✓ leur réalité varie beaucoup selon différents facteurs notamment le secteur d'activités de leur entreprise, leur chiffre d'affaires, leur méthode de financement, leur statut juridique;
- ✓ elles connaissent peu les organismes publics de soutien à l'entrepreneuriat.

Concernant la question du financement, les entrepreneures interrogées ont encore recours, pour une grande majorité, à leur épargne pour démarrer leur entreprise et pour y investir, ce qui ralentit considérablement la progression. Quant à la difficulté d'obtention du financement, elle serait attribuable au secteur d'activités de l'entreprise qui est jugé trop incertain et également aux risques attribuables à la situation financière personnelle relativement précaires des entrepreneures.¹⁶

¹⁶ Tiré de l'Étude des besoins des entrepreneures propriétaires de micro-entreprises privées ou travailleuses autonomes de la Ville de Longueuil, Collège condition féminine CLD Longueuil, janvier 2004.

9 PROFIL DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

L'agglomération de Longueuil possède déjà une base importante d'activités reliées à l'économie du savoir qui peut servir d'appui important à son développement futur.

L'économie du savoir à Longueuil peut s'appuyer, entre autres, sur la présence d'un pôle universitaire dynamique, de plusieurs centres de formation collégiale avancée, de centres de recherche spécialisés et de réseaux spécialisés.

Campus universitaire

La Cité universitaire de Longueuil, à proximité de la station de métro, compte sur la présence de six universités qui offrent plus de 130 programmes universitaires ainsi que des activités de formation :

- ✓ L'Université de Sherbrooke qui a été la première à s'installer à Longueuil
- ✓ L'Université de Montréal et ses écoles affiliées HEC Montréal et Polytechnique
- ✓ L'Université du Québec à Montréal (UQAM)
- ✓ L'Université Laval
- ✓ L'Université du Québec à Trois-Rivières
- ✓ L'Université McGill.

Plus de **11 000 étudiants** fréquentent le campus universitaire de Longueuil.

Formation collégiale

La formation de niveau collégial est assurée par des établissements de renom, parmi lesquels on retrouve :

- ✓ le collège Édouard-Montpetit et l'École nationale d'aérotechnique
- ✓ le Champlain Regional College (Campus Saint-Lambert et Longueuil)
- ✓ le Centre d'enseignement collégial de Brossard (cégep de Saint-Jean)
- ✓ L'Académie de l'entrepreneurship québécois

Centres de recherche

Longueuil compte cinq centres de recherche qui emploient environ 800 personnes :

- ✓ L'Agence spatiale canadienne (ASC) a été établie en 1989. Elle est chargée de coordonner tous les aspects du Programme spatial canadien et, par l'entremise de ses programmes, elle dispense des services dans plusieurs secteurs.
 - ✓ L'Institut des matériaux industriels du Conseil national de recherches Canada (CNRC-IMI), créé en 1978, a établi les bases d'un véritable pôle de R&D consacré à l'industrie canadienne de la fabrication des matériaux et de leur mise en forme. Leader mondial de la recherche dans le domaine des nanotechnologies, le CNRC-IMI vise à accroître les capacités scientifiques et techniques ainsi que le potentiel d'innovation des entreprises par le développement et l'adoption rapide de nouvelles technologies. Le CNRC-IMI a ouvert en novembre 2003, en collaboration avec Valotech, son nouvel incubateur, le Carrefour d'innovation en matériaux industriels (CIMI).
 - ✓ Le Centre de recherche sur les grains (CEROM) profite des ressources gouvernementales et privées pour le financement, la gestion et la réalisation de la R&D de ce secteur. Cette association de partenaires financiers assure la pertinence et la continuité des travaux qui sont menés au CEROM.
-

- ✓ Le Centre des technologies du gaz naturel (CTGN) est un organisme de R&D sans but lucratif fondé par Gaz Métropolitain et Gaz de France. Sa mission est de réaliser, en partenariat avec l'industrie gazière, des activités de recherche appliquée, de développement et de transfert technologique qui maximisent sa performance auprès de ses clients.
- ✓ Le Centre technologique en aérospatiale (CTA) fournit à ses clients et à ses partenaires, principalement les PME, des services pour promouvoir l'innovation et le développement en aérospatiale et leur permettre d'accroître leurs connaissances, leur productivité, leur compétitivité ainsi que la qualité de leurs produits et services.

Réseaux technologiques

- ✓ La mission de Valotech est de contribuer à la croissance économique des entreprises de Longueuil et de la Montérégie en créant des alliances et un forum proactif d'échanges entre individus, entreprises, institutions et organismes engagés dans la recherche, le développement ou l'innovation technologique.
 - ✓ CIDEM Techno est un incubateur virtuel spécialisé en encadrement d'affaires au service d'entreprises innovantes en démarrage établies à Longueuil et en Montérégie
-

10 PROFIL DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE¹⁷

10.1 Profil du secteur

Le secteur de l'économie sociale représente une force importante dans l'agglomération de Longueuil. Il regroupe 157 entreprises réparties dans 19 secteurs d'activités. Ces entreprises offrent une vaste gamme de produits et de services qui répondent à des besoins sociaux fondamentaux.

Le secteur est constitué d'organismes matures dont les deux tiers ont plus de 10 années d'existence. On note que le secteur de l'économie sociale comprend deux types d'organisations. La plupart sont des entreprises d'économie sociale alors que 20 % sont des organismes communautaires porteurs d'un projet d'économie sociale notamment dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des personnes démunies et de la jeunesse.

Ces entreprises sont généralement issues de l'entrepreneuriat collectif et de la concertation entre plusieurs partenaires pour répondre à un besoin que les gouvernements ou les entreprises du secteur privé ne sont pas en mesure de satisfaire adéquatement. Elles contribuent ainsi à l'amélioration des conditions des populations et des travailleurs des diverses collectivités locales et favorisent l'insertion sociale et professionnelle des personnes fragilisées. Elles contribuent également à l'amélioration de l'environnement et de la qualité de vie des collectivités tout en contribuant à la création d'emplois et de revenus locaux.

Le secteur de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil génère un nombre significatif d'emplois. Ainsi, on dénombrait 2 333 emplois chez les 69 entreprises qui ont participé à l'étude diagnostique du CLD et d'Emploi-Québec. Ces entreprises ne comprenaient pas les 62 entreprises oeuvrant dans le secteur des coopératives d'habitation. On note également que près de 80 % des emplois créés en économie sociale sont des emplois durables et que ces emplois sont majoritairement occupés par des femmes.

Par ailleurs, le secteur de l'économie sociale est caractérisé par la faible rémunération de ses travailleurs. Le revenu annuel moyen estimé de ces travailleurs se situe à environ 28 000 \$ soit un niveau nettement inférieur à la moyenne régionale qui est de 37 556 \$.

On note au tableau suivant que les entreprises d'économie sociale sont présentes dans une large variété de secteurs mais principalement dans le domaine des coopératives d'habitation, de la petite enfance et de la santé et des services sociaux.

¹⁷Les informations contenues dans cette section sont tirées du Portrait diagnostique des entreprises d'économie sociale préparée pour le CLD de Longueuil et Emploi-Québec par le Groupe Réseau Conseil.

Répartition des entreprises d'économie sociale par secteur d'activité.

Secteur d'activités	Nombre d'entreprises
Coopératives d'habitation	62
Petite enfance	40
Santé et services sociaux	11
Culture	5
Personnes démunies	5
Jeunesse	4
Loisirs et récréotourisme	4
Personnes handicapées	4
Éducation populaire	3
Emploi et insertion sociale	3
Médias communautaires	3
Action bénévole	2
Aide domestique	2
Coopérative	2
Développement local et régional	2
Communautés culturelles	1
Consommation	1
Environnement	1
Logement	1
Services funéraires	1
Total	157

Source : CLD Longueuil

10.2 Potentiel de développement et principaux enjeux

Les caractéristiques socio-démographiques de l'agglomération de Longueuil font ressortir qu'il existe de nombreux besoins auxquels les entreprises du secteur de l'économie sociale seront de plus en plus appelées à répondre, qu'il s'agisse des besoins associés au vieillissement de la population (logement, services de proximité, soutien à domicile,...) ou de ceux reliés aux problèmes de pauvreté, de décrochage scolaire, de monoparentalité notamment dans certains quartiers particulièrement défavorisés tels ceux compris dans certains secteurs de l'arrondissement du Vieux-Longueuil.

Pour faire face à ces besoins, l'étude réalisée pour le CLD et Emploi-Québec fait ressortir l'importance de consolider et de soutenir le secteur de l'économie sociale afin de répondre aux besoins identifiés comme critiques pour la communauté notamment la santé, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, les jeunes, le logement communautaire, l'accessibilité à la culture et le transport collectif.

En effet, une proportion importante des organisations d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil sont actuellement dans une situation de vulnérabilité. Plusieurs font face à un besoin de consolidation ou de redressement notamment dans les secteurs de la santé et des services sociaux ainsi que de la petite enfance. Les organisations du secteur des arts, de la culture, du loisir et du

secteur récréotouristique sont également fragilisées et ont besoin d'aide financière et de soutien technique.

11 LES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES ET DE TRANSPORT

11.1 Une disponibilité restreinte d'espaces industriels

L'agglomération de Longueuil offre une diversité de sites industriels. Elle compte des parcs industriels à Boucherville, Brossard, Saint-Bruno-de-Montarville et dans les arrondissements de Saint-Hubert et du Vieux-Longueuil.

Il est évident que la situation géographique privilégiée de Longueuil ainsi que la présence des principales infrastructures de transport favorisent une demande importante pour les espaces industriels existants principalement le long des grands axes autoroutiers et routiers (autoroutes 10, 20 et 30). Le prolongement de l'autoroute 30 générera une demande additionnelle pour ces espaces notamment pour les terrains en bordure de cette dernière.

Cependant, les grands terrains industriels se font rares. Ce sont dans les villes de Saint-Bruno-de-Montarville (1 858 810 m²) et Brossard (1 543 215 m²) et dans les arrondissements du Vieux-Longueuil (1 085 385 m²) et surtout de Saint-Hubert (3 899 330 m²) que l'on retrouve le plus de superficie industrielle disponible. La zone aéroportuaire représente, à elle seule, une superficie de 1 173 965 m². Le tableau suivant présente le phasage de développement prévu de ces terrains en tenant compte des tendances observées au cours des dernières années. On constate que, d'ici 10 ans, les espaces industriels disponibles auront pratiquement tous été utilisés.

Dans ce contexte, il faut s'attendre à une pression énorme non seulement sur les espaces existants mais également sur les espaces actuellement zonés agricoles. Il sera donc nécessaire d'évaluer avec soin les utilisations potentielles des espaces disponibles puisque ces espaces deviennent une ressource rare dont il faut assurer une utilisation optimale dans une perspective de développement durable.

Phasage de développement des terrains industriels vacants (superficie brute en m²)

Villes et arrondissements	0-5 ans		5-10 ans	10-20 ans	Total
	desservis	non-desservis			
Boucherville	386 875				386 875
Brossard	507 260		857 580	178 375	1 543 215
Greenfield Park					0
Saint-Bruno-de-Montarville	147 850	1 102 870	608 090		1 858 810
Saint-Hubert	413 100	1 921 015	1 565 215		3 899 330
Saint-Lambert – Lemoyne					
Vieux-Longueuil	150 640		528 910	405 835	1 085 385
Agglomération	1 605 725	3 023 885	3 559 795	584 210	8 773 615

Source : Schéma d'aménagement et de développement de Longueuil, p. 3.47

Selon le schéma d'aménagement et de développement, parmi tous ces sites, la zone aéroportuaire possède le plus grand potentiel de développement. On prévoit d'ailleurs lui attribuer une affectation particulière en fonction d'une stratégie qui encouragerait une spécialisation de certains parcs en fonction de l'émergence de grappes industrielles.

La zone aéroportuaire représente, en effet, un équipement stratégique pour l'agglomération et pourrait jouer un rôle moteur dans le développement industriel du territoire notamment pour les activités de haute technologie. La zone abrite déjà plusieurs équipements structurants soit l'Agence spatiale canadienne, le Centre technologique en aérospatiale, le Centre de révision des moteurs d'avion et de formation de Pratt & Whitney Canada, l'École nationale d'aérotechnique.

11.2 Les transports inter-rives, la desserte interne de l'agglomération et l'adaptation du réseau routier supérieur

Les consultations que nous avons effectuées ont fait ressortir l'importance des transports pour le développement de l'agglomération tant en ce qui concerne le transport des marchandises que celui des personnes. À ce sujet, trois enjeux ont été mentionnés : la fluidité du transport inter-rives, la desserte interne de l'agglomération et l'adaptation du réseau routier supérieur aux besoins de l'agglomération.

Nous avons vu que l'économie de l'agglomération de Longueuil est fortement intégrée à celle de la région métropolitaine de Montréal. Il existe notamment des synergies importantes entre le centre-ville de Montréal et celui de Longueuil. Cette intégration et ces synergies sont vitales pour les deux régions tant pour les résidents que pour le milieu des affaires. Dans ce contexte, **la fluidité des transports entre les deux rives est cruciale pour la mobilité des personnes et des marchandises et devra être améliorée**. Les problèmes reliés à l'encombrement et à la congestion des ponts représentent actuellement un frein au développement des relations inter-rives en plus de générer des coûts significatifs tant sur le plan socio-économique que sur celui de l'environnement. Il existe donc un fort degré de consensus concernant la priorité à accorder à l'amélioration du transport inter-rives. Dans cette perspective, les projets de prolongement de la A-30, de la construction d'un système léger sur rail (SLR) sur l'estacade du pont Champlain et du prolongement du métro de Longueuil sont considérés comme prioritaires.

Bien que la direction du Réseau de transport de Longueuil soit consciente de la situation et qu'elle y travaille, plusieurs de nos interlocuteurs ont fait ressortir la difficulté de se déplacer à l'intérieur de la région que ce soit pour se rendre au travail, aux études ou pour accéder aux services à la population. Ce problème est également ressenti par les entreprises localisées dans les parcs industriels et les zones commerciales établies en périphérie. Pour plusieurs, cette situation est attribuable au fait que les circuits de transport sont d'abord conçus pour desservir le métro et l'axe du pont Champlain, où se concentre le gros de la demande de services, et qu'il est difficile de se rendre à une autre destination dans l'agglomération sans d'abord transiter par le métro. Cela pose un problème pour la mobilité de la main-d'œuvre notamment pour les femmes qui utilisent beaucoup plus les transports en commun que les hommes et en particulier les jeunes femmes monoparentales, ainsi que les jeunes en général et les personnes âgées.

En ce qui concerne l'adaptation du réseau routier supérieur aux besoins générés par le développement de l'agglomération, la grande majorité des intervenants ont fait valoir les problèmes majeurs qui existent actuellement pour desservir les zones commerciales et industrielles du territoire. On note par ailleurs que le prolongement de la A-30, bien que souhaitable, ajoutera aux problèmes actuels en générant un surcroît de trafic sur le territoire. Dans ce contexte, il est prioritaire d'adapter le réseau routier supérieur aux besoins actuels et prévisibles notamment en ce qui concerne l'élargissement de la A-30, entre les autoroutes A-10 et A-20, et le réaménagement des échangeurs de Montarville, de la A-10/A-30 et de la Place Charles-Le Moyne.

12 PRINCIPALES OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Nous présentons, dans cette section, les principales opportunités de développement qui ont été identifiées par divers intervenants et qui présentent un potentiel pour l’agglomération de Longueuil. Pour l’identification de ces opportunités, nous avons retenu les secteurs où l’agglomération possède des forces et où il existe une certaine convergence entre les grappes de la CMM, les créneaux d’excellence ACCORD du MDEIE et les filières stratégiques de DEL. Cette approche a conduit à l’identification des 8 secteurs suivants :

Secteurs industriels	CMM	Accord ¹	DEL
1. Industrie bioalimentaire	✓	✓	✓
2. Industrie aérospatiale	✓	✓	✓
3. Industrie du matériel de transport terrestre		✓	✓
4. Métallurgie des poudres et des matériaux associés	✓	✓	✓
5. Technologies de l’information	✓	✓	✓
6. Nanotechnologies ²	✓		✓
7. Industrie de la logistique et distribution à valeur ajoutée	✓		✓
8. Tourisme	✓		

¹ Dans le cadre des créneaux d’excellence ACCORD, la Montérégie est identifiée comme région leader en bioalimentaire et en technologie de transformation des métaux et matériaux associés, comme région associée en aéronautique et en technologies avancées du transport terrestre, et comme région en émergence en composantes microélectroniques.

² Les nanotechnologies ne constituent pas un secteur industriel. Il s’agit d’une nouvelle technologie qui trouve des applications dans une variété de secteurs. Nous avons cependant retenu cette technologie parmi les secteurs identifiés étant donné que Longueuil est au cœur de la recherche sur les nanotechnologies appliquées aux nouveaux matériaux industriels, un secteur en plein essor.

12.1 L’industrie bioalimentaire¹⁸

Le secteur bioalimentaire occupe une place importante dans l’économie de l’agglomération de Longueuil. On retrouve dans l’agglomération une expertise qui s’étend à toute la chaîne des opérations depuis la production agricole jusqu’à la distribution en passant par la transformation des aliments et des boissons, l’approvisionnement et les services. La présence de l’Union des producteurs agricoles (UPA) sur le territoire de Longueuil constitue un autre avantage de taille qui s’ajoute à la qualité exceptionnelle des entreprises locales et de leurs employés.

12.1.1 Le secteur primaire

Avec ses 9 168 hectares, la zone agricole périurbaine représente près de 33 % de la superficie totale de l’agglomération. Cette zone compte 57 exploitations agricoles qui sont exploitées en propriété ou en location.

Bien que ces terres comptent parmi les plus fertiles de la région de Montréal, une grande partie de cette zone, soit près de 1 000 hectares, est cependant nettement sous-exploitée. Aussi, avec 2 000

¹⁸ Les informations présentées dans cette section nous ont été principalement fournies par le le Conseil de développement du bioalimentaire de l’agglomération de Longueuil et Développement économique Longueuil.

hectares de moins, le capital agricole total de Laval est de 111 M\$ comparativement à 69 M\$ pour l'agglomération de Longueuil.

Il existe donc des possibilités intéressantes de mise en valeur des terres agricoles périurbaines, compte tenu de leur potentiel de rendement et de la proximité du marché de Montréal qui représente un atout stratégique important. Parmi les avenues qui présentent un intérêt, on note en particulier les productions maraîchères biologiques qui sont des productions à forte valeur ajoutée ou encore les productions horticoles. On note également le potentiel que pourrait représenter la culture en serre.

Plusieurs facteurs freinent cependant l'exploitation de ce potentiel : la propriété spéculative de plusieurs terres par des promoteurs immobiliers, le morcellement foncier, l'utilisation abusive des espaces agricoles par des véhicules récréatifs motorisés, la faible valeur ajoutée de certaines cultures, le problème de la relève agricole.

La relève agricole représente un enjeu important. En effet, le vieillissement de la population touche également les exploitants agricoles. Pour ces exploitants, la valeur de leur terre représente souvent le seul capital disponible pour leur retraite. Bien que certains pourraient être intéressés à vendre, il existe plusieurs contraintes qui empêchent les jeunes de prendre la relève en raison notamment de l'ampleur de la mise de fonds requise pour acquérir des terres dont le prix est relativement élevé en raison de leur localisation périurbaine. Ces terres risquent souvent de passer aux mains d'investisseurs qui seront moins intéressés à les exploiter de façon optimale.

La pénurie de main-d'œuvre représente également un enjeu important pour le secteur de l'exploitation agricole. Ce problème affecte également le secteur de la transformation et de la distribution ainsi que le secteur de la restauration.

12.1.2 Le secteur de la transformation

Selon les données du Répertoire 2005-2006 des entreprises manufacturières de la ville de Longueuil préparé par DEL Export, l'agglomération de Longueuil comptait en 2005 environ 50 entreprises dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons. Ces entreprises employaient 3 758 personnes. On comptait, entre autres, 9 entreprises de plus de 200 employés qui employaient 2 827 personnes soit 75 % de tous les emplois du secteur.

Les entreprises de Longueuil sont présentes dans plusieurs secteurs de l'alimentation : boulangerie, pâtisserie et biscuiterie (Aliments Dare, Boulangerie Première Moisson, Boulangeries Weston, Bridor, Pillsbury-General Mills), produits laitiers (Agropur, Aliments Ultima, Fromage Côté S.A., Danone Canada), boissons (Diageo) de même que viande et volaille (Exceldor, Groupe Olymel).

12.1.3 Les priorités des intervenants

Le Conseil de développement du bioalimentaire de l'agglomération de Longueuil (CDBAL) est un nouvel organisme qui vient d'être mis sur pied et qui a pour mandat de :

- ✓ mettre en valeur le territoire agricole et les entreprises implantées dans le secteur bioalimentaire;
 - ✓ faciliter la création et le développement d'entreprises de ce secteur sur le territoire de l'agglomération de Longueuil.
-

Le CDBAL regroupe l'ensemble des industries qui composent le secteur de la production agricole primaire jusqu'à la distribution des produits.

Le CDBAL désire appuyer le développement de l'ensemble des industries du secteur bioalimentaire en intervenant sur l'ensemble des facteurs qui permettent d'accroître la valeur ajoutée du secteur et sa contribution au développement de l'agglomération que ce soit en ce qui concerne le remembrement agricole, la R&D, la formation, les transferts technologiques, l'amélioration des pratiques de gestion, l'agrotourisme, etc.

Développement économique Longueuil a identifié le secteur bioalimentaire comme l'un des secteurs à privilégier. DEL considère en effet Longueuil comme une *ville carrefour* en agroalimentaire qui présente un fort potentiel. À l'appui du développement de ce secteur, DEL mentionne plusieurs facteurs :

- ✓ Longueuil est au carrefour d'une zone agroalimentaire en plein essor et fait partie à part entière des grands réseaux commerciaux et économiques de l'Amérique du Nord. Dans un rayon de 1 000 kilomètres, Longueuil offre un accès direct à plus de 130 millions de consommateurs ;
- ✓ Longueuil dispose, sur son territoire, d'une forte proportion de sols à excellent potentiel agricole ;
- ✓ plus de 66 % de la zone agricole du Grand Longueuil est propice à la production de grandes cultures ;
- ✓ les exportations agricoles provenant du Grand Montréal représentent 65 % de celles de la province ;
- ✓ le secteur de la transformation alimentaire, à lui seul, a généré des ventes de 11,7 milliards de dollars, tout en employant plus de 40 000 personnes dans le Grand Montréal ;
- ✓ la grande région de Montréal représente une masse critique du savoir bioalimentaire grâce à la présence sur son territoire de plusieurs institutions privées et publiques de R&D et d'enseignement.

12.1.4 Les projets

Il existe actuellement plusieurs projets structurants et porteurs mis de l'avant par les divers intervenants du secteur. Ces projets comprennent :

- la mise sur pied d'une grappe bioalimentaire réunissant les divers intervenants du secteur ;
 - le remembrement des terres agricoles ;
 - la mise sur pied d'une plate-forme en agriculture biologique (création d'un parc agricole biologique de 250 hectares qui deviendrait l'un des plus gros projets d'agriculture biologique au Québec) ;
 - le développement de l'agrotourisme.
-

12.2 Les créneaux technologiques¹⁹

12.2.1 L'industrie aérospatiale

Le secteur de l'aérospatiale joue un rôle prépondérant dans l'économie longueuilloise, dont il est sans doute l'un des maillons les plus solides. Les infrastructures en place, la concentration de chefs de file mondiaux et la R&D contribuent à attirer chaque année de nouveaux investisseurs.

Un emploi manufacturier sur six à Longueuil est relié à l'aérospatiale. L'industrie aérospatiale à Longueuil emploie près de 5 000 personnes et compte plus d'une trentaine d'entreprises. Parmi les chefs de file en aérospatiale, il faut mentionner Pratt & Whitney Canada, Héroux-Devtek, l'Agence spatiale canadienne et Groupe Lemex.

En plus de la R&D faite par les entreprises et par le CNRC-IMI, Longueuil compte deux autres centres de recherche en aérospatiale ainsi qu'une école spécialisée :

- l'Agence spatiale canadienne (ASC) ;
- le Centre technologique en aérospatiale (CTA) ;
- L'École nationale d'aérotechnique (ENA) qui peut accueillir plus de 1 500 étudiants de niveau professionnel et où plus de 350 étudiants en moyenne obtenaient leur diplôme annuellement.

12.2.2 L'industrie du matériel de transport terrestre

Plusieurs chefs de file de l'industrie du transport terrestre sont établis à Longueuil : Bombardier Transport, Madvac, Industries Spectra Premium et Novacentre Technologie. Longueuil se retrouve ainsi au cœur de la première région du Québec en matière de développement technologique adapté au transport terrestre.

Selon DEL, le pôle technologique de Longueuil offre plusieurs avantages :

- ✓ l'industrie du transport terrestre représente 10 000 emplois dans la grande région de Longueuil dont 17 % sont reliés à la haute technologie ;
- ✓ plus de 1 500 chercheurs travaillent, dans un rayon de 10 km, au développement de nouveaux matériaux industriels et de nouvelles sources d'énergie ;
- ✓ la diversité et la fiabilité des produits ;
- ✓ la localisation de Longueuil dans le prolongement du corridor de l'automobile du Nord-Est américain ;
- ✓ les coûts d'exploitation qui sont en moyenne inférieurs de 14,2 % au Québec par rapport aux États-Unis ;
- ✓ le transfert d'expertise d'un secteur à l'autre de l'industrie du transport.

12.2.3 Les technologies de transformation des nouveaux matériaux

Ce secteur a été identifié comme l'un des secteurs à fort potentiel de développement par le projet ACCORD. La Montérégie, et en particulier l'agglomération de Longueuil, possède déjà plusieurs entreprises innovantes dans le secteur de la métallurgie des poudres et des matériaux associés.

¹⁹ Cette section est basée sur des informations tirées du site Internet de Développement économique Longueuil.

La stratégie et le plan d'action proposés pour ce créneau visent en particulier le développement des secteurs des composants magnétiques doux (CMD), des pièces à haute densité, des nouveaux procédés par injection et des mousses métalliques. Il propose, entre autres, la mise sur pied d'un Centre de services spécialisés en développement de produits et en commercialisation pour le secteur de la métallurgie des poudres.

12.2.4 L'industrie des technologies de l'information

Longueuil possède plusieurs avantages pour le développement de l'industrie des technologies de l'information :

- ✓ une main d'œuvre reconnue pour sa stabilité et ses aptitudes technologiques ;
- ✓ une formation adaptée où les établissements d'enseignement travaillent en partenariat avec l'industrie afin d'augmenter le nombre de spécialistes en technologies de l'information ;
- ✓ la présence à Longueuil de sièges sociaux de chefs de file importants, tels Mediagrif et 3-Soft.

L'industrie des technologies de l'information à Longueuil est active dans les grands secteurs d'activités, tels les télécommunications, le multimédia, le logiciel, le commerce électronique et les affaires électroniques en général, les composants et l'équipement.

Selon les données d'Investissement Québec, l'industrie des technologies de l'information et des communications comptait au Québec, en 2001, quelque 7 000 entreprises avec plus de 122 000 employés générant un volume d'affaires estimé à 37 milliards de dollars et des exportations avoisinant les 8 milliards de dollars.

12.2.5 Les nanotechnologies

La révolution nanotechnologique touche déjà tous les secteurs de production de l'économie. Ses applications sont des plus diversifiées et ont une incidence majeure sur la manière de travailler, de se soigner, de voyager et de vivre.

Longueuil offre des avantages concurrentiels uniques aux entreprises désireuses d'innover et de mettre en commun leur expertise afin de prendre le virage de cette nouvelle révolution technologique : une main-d'œuvre hautement qualifiée, un bassin de chercheurs et de spécialistes, des centres de recherche de calibre mondial.

Longueuil est au cœur de la recherche sur les nanotechnologies appliquées aux nouveaux matériaux industriels, un secteur en plein essor. On note en particulier la présence à Longueuil de l'Institut des matériaux industriels (CNRC-IMI) ainsi que d'un incubateur spécialisé dans les nouveaux matériaux : le Carrefour d'innovation en matériaux industriels (CIMI).

12.3 L'industrie de la logistique et de la distribution ²⁰

²⁰ Cette section est basée sur des informations tirées du site Internet de Développement économique Longueuil

Le secteur de la logistique et de la distribution à valeur ajoutée à Longueuil s'appuie sur plusieurs atouts. Au cœur du Grand Montréal, Longueuil permet l'accès à trois aéroports, à un port parmi les plus performants et technologiquement avancés du continent, aux principaux axes routiers et ferroviaires du Canada et des États-Unis ainsi qu'à des technologies de pointe en matière de sécurité et de traçabilité. Localisée stratégiquement à trente minutes par route de la frontière américaine, Longueuil permet aux entreprises de rejoindre les grands centres industriels américains en moins de 24 heures.

En fait, l'agglomération de Longueuil bénéficie d'une localisation stratégique en regard de deux grands axes de transport : l'axe est-ouest et l'axe nord-sud. En ce qui concerne le premier qui représente le corridor Maritimes-Québec-Ontario, l'agglomération de Longueuil constitue la zone de transit du trafic routier et ferroviaire qui traverse la région de Montréal notamment par les ponts Champlain et le tunnel Louis Hypolyte-Lafontaine et éventuellement par la A-30. L'agglomération de Longueuil occupe également une position stratégique sur l'axe nord-sud qui relie l'est du Canada au nord-est américain. Grâce à l'efficacité de ses liaisons, Longueuil s'impose comme un chef de file parmi les principaux centres de distribution nord-américains.

Outre de grandes entreprises de transport telles Robert Transport, les entreprises de Longueuil du secteur de la logistique et distribution à valeur ajoutée œuvrent dans une variété de domaines d'activité : meubles, décoration, jouets et articles de rénovation (IKEA, Groupe Ameublement Focus, Rona, Hasbro Canada), produits d'alimentation (Agropur Coopérative (Natrel), Sobeys, Congébec), imprimerie et produits connexes (Transcontinental, Omniplast), véhicules et équipements motorisés (Carquest Canada, Honda Canada) ainsi que cosmétiques et produits de pharmacie (Groupe Jean-Coutu, Groupe Essaim, Yves Rocher Canada).

12.4 L'industrie touristique ²¹

La proximité de l'agglomération de Longueuil par rapport au principal pôle touristique du Québec que constitue Montréal devrait en principe engendrer des retombées significatives pour la Rive-Sud immédiate et en particulier pour l'agglomération de Longueuil. La réalité semble cependant tout autre, puisque la MRC de Champlain (territoire retenu par l'étude DBSF pour fins de comparaisons) ne comptait que pour 9,5 % des touristes et excursionnistes québécois ayant visité la Montérégie en 2001, même si ce territoire compte pour plus du cinquième de la population totale.

Par contre, au chapitre de la performance hôtelière, Longueuil peut se comparer assez favorablement à Montréal, à tout le moins en ce qui a trait au taux d'occupation des chambres. En 2000, Longueuil et Montréal affichaient des taux d'occupation de 68,7 % et 68,6 % respectivement alors que la Montérégie dans son ensemble se contentait d'un taux de 44,9 %. En 2003, la même situation se répète alors que les taux d'occupation sont de 62,3 % à Longueuil, de 62,6 % à Montréal et de 42,0 % en Montérégie.

²¹ La plupart des données utilisées pour traiter du tourisme sont tirées du Plan stratégique de développement touristique de Longueuil 2005-2010 réalisé par la firme DBSF pour le compte de Développement économique Longueuil en 2005.

Les activités touristiques d'affaires et de congrès comptent pour 10 % des activités touristiques totales à Longueuil contre seulement 5 % en Montérégie. En ce qui a trait aux nuitées commerciales à Longueuil, pas moins de 50 % sont attribuables au tourisme d'affaires.

L'absence d'une image de marque ou d'un positionnement stratégique fort et clairement défini pour l'agglomération de Longueuil se fait sentir autant dans le domaine touristique que dans les activités économiques et sociales. Des intervenants consultés dans le cadre du présent exercice de planification déplorent la situation et appuient les efforts entrepris dans plusieurs milieux, dont le milieu touristique, pour tenter de doter l'agglomération d'une image positive et attrayante, comme le propose la stratégie élaborée dans le rapport DBSF.

Cette stratégie repose sur un certain nombre d'orientations fondamentales qui se résument ainsi :

- Longueuil peut devenir une destination importante en tourisme d'affaires ;
- Longueuil doit mettre en valeur son potentiel riverain et ses espaces nature ;
- à défaut de compter sur un produit d'appel fort, miser sur le caractère hospitalier du milieu pour les activités familiales, tels les cœurs villageois ;
- concevoir des événements majeurs susceptibles de contribuer à préciser l'identité de la communauté ;
- élaborer un projet structurant en tourisme d'agrément spécialement orienté vers la famille ;
- établir une politique d'accueil et d'information claire ;
- développer une culture organisationnelle régionale et collective en matière de communication et de promotion.

Essentiellement, l'agglomération de Longueuil doit miser sur une combinaison optimale d'activités accrues en tourisme d'affaires et en tourisme d'agrément plus particulièrement destinées à améliorer la qualité de vie du milieu.

Plusieurs projets ont été évoqués, certains depuis plusieurs années, dans chacune des catégories ci-haut mentionnées. L'inclusion de quelques-uns de ces projets dans le présent plan quinquennal fournirait l'occasion d'obtenir des consensus sur des matières à portée régionale.

Ainsi dans le domaine du tourisme d'affaires, on peut mentionner les projets suivants :

- ✓ Le projet de centre de foires, possiblement dans la zone aéroportuaire ;
- ✓ le centre de conférences et de séminaires nationaux et internationaux dans le secteur du métro et greffé au complexe universitaire en émergence ;
- ✓ l'amélioration du parc hôtelier.

Par ailleurs, si l'on considère les activités reliées au tourisme d'agrément, les projets suivants ont été identifiés :

- ✓ Revitaliser et compléter la piste cyclable La Riveraine le long du Saint-Laurent ;
 - ✓ mettre en valeur les zones boisées et les milieux naturels à des fins de conservation ;
 - ✓ mieux exploiter et mettre en valeur le caractère agricole de Longueuil ;
 - ✓ encourager le développement de l'offre hôtelière adaptée aux centres villageois ;
 - ✓ encourager la fréquentation des parcs nationaux existants (Saint-Bruno et Boucherville) en les reliant par une piste cyclable.
-

ANNEXE : DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- CLD de Longueuil, *Répertoire des entreprises d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil*.
 - CLD de Longueuil et Emploi-Québec, *Portrait diagnostique des entreprises d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil et recommandations pour un plan de développement concerté entre les partenaires de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil, Sommaire exécutif*, Octobre 2006.
 - Communauté métropolitaine de Montréal, *Cap sur le monde : Pour une région métropolitaine de Montréal compétitive, Plan de développement économique*, Février 2005.
 - Communauté métropolitaine de Montréal, *Les grappes métropolitaines*.
 - Conseil régional de développement de la Montérégie, *Planification stratégique régionale 2001-2006, Novembre 2000*.
 - CRÉ Montérégie-Est, *Plan quinquennal de développement durable*, Octobre 2005.
 - CRÉ de Montréal, *Innovier pour se développer, Plan quinquennal de développement, 2005-2010*, Septembre 2005.
 - DEL Export, *Répertoire 2005-2006 des entreprises manufacturières de la ville de Longueuil*, édition 2005.
 - Emploi-Québec, *Contexte et éléments d'analyse du marché du travail*, Montérégie, Automne 2003.
 - Emploi-Québec, *Portrait du marché du travail, Ville de Longueuil*, Février 2004.
 - Institut de la Statistique du Québec, *Évolution du nombre de travailleurs dans les MRC*, Bulletin Flash, Octobre 2005.
 - Juneau, Albert, *Bilan Technologique de la Montérégie, Première étape, Rapport préliminaire*, 30 septembre 2003.
 - Landry, Réjean, Amara, Nabil et Lamari, Mokhtar, *Innovation et technologies avancées dans les entreprises manufacturières de la Montérégie : Bilan et pistes d'action pour la région et ses 12 MRC*, Chaire FCRSS sur la dissémination et l'utilisation de la recherche, Département de science politique, Université Laval Québec. 2000.
 - Polèse, Mario et Shearmur, Richard, *La périphérie face à l'économie du savoir*, Institut national de la recherche scientifique et Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2002.
 - Riverin, Nathaly, et Jean, Natacha, *L'entrepreneuriat chez les jeunes du Québec : état de la situation (2004)*, Chaire d'entrepreneurship Rogers-J.A. Bombardier, HEC Montréal, Avril 2006.
-

- Ville de Longueuil, *Plan de développement social et communautaire*, mars 2006
 - Ville de Longueuil, *Schéma d'aménagement et de développement de Longueuil*,
 - Valotech, *Bilan scientifique et technologique 2004, Perspectives pour le développement cohérent des entreprises innovantes de la Montérégie, Sommaire exécutif*, Mars 2005
-